



« Qui ignore les objectifs stratégiques des autres princes ne peut conclure d'alliance »

Sun Tzu

N°10 - OCTOBRE 2023

### EDITO

Rédacteur en chef : Alain Jourdan



### Une humanité en crise à Genève

par Frédéric Esposito

Au moment où le Conseil des droits de l'homme clos les travaux de sa cinquante-quatrième session ordinaire qui s'est tenue du 11 septembre au 13 octobre à Genève, l'humanité est plus en crise que jamais. Les millions de personnes déplacées au Soudan - conduisant le Conseil à décider d'établir d'urgence une mission internationale indépendante - comme les 120 000 Arméniens ayant fui le Haut-Karabakh au cours des dernières semaines, ainsi que les victimes du conflit israélo-palestinien sont autant de stigmates d'une géopolitique basée sur des équilibres dépassés.

Par exemple, la région du Haut-Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan et que Bakou et Erevan se disputent depuis des décennies, reflète le douloureux héritage de la dislocation de l'empire soviétique. Au fil des ans, cette région était devenue un véritable casse-tête ethnoterritorial qui a résisté pendant un quart de siècle à la diplomatie internationale à l'image de la fermeture à la circulation du corridor de Latchine, entraînant de graves pénuries de nourriture et de médicaments. Si l'Azerbaïdjan a conforté son ascendance sur cette région, c'est au prix d'une grave crise humanitaire et d'un potentiel nettoyage ethnique. Cela marque aussi la perte de l'influence russe alors même que la Russie, garante du cessez-le-feu que Vladimir Poutine a lui-même négocié en 1994, n'est

Suite page 02

### À LA UNE DE CE BULLETIN



La mort d'Evgueni Prigojine n'est pas sans conséquences sur la propagande de Moscou.

P.02



Le Niger au cœur des enjeux géopolitiques. Retour un coup d'Etat qui ébranle le Sahel.

P.05



La normalisation des relations diplomatiques entre la Libye et Israël, un projet mort-né ?

P.12



La faillite immobilière chinoise : nouvelle crise de légitimité pour le Parti communiste chinois.

P.20

### EN BREF...

#### Déminage en Ukraine : la Suisse en première ligne

Le Conseil fédéral a approuvé le 29 septembre 2023 un paquet de 100 millions de francs pour déminer les zones civiles et agricoles d'Ukraine et permettre au pays de se relever. Fidèle à sa tradition humanitaire, la Suisse dispose d'une expertise de pointe dans la lutte antimines. C'est à Genève qu'est basé le Centre International de Déminage Humanitaire (GICHD), qui fournit à l'Ukraine depuis dix ans des formations, un soutien stratégique et du conseil technique afin de renforcer les capacités des institutions gouvernementales. Par ailleurs, parmi les quelques opérateurs du déminage déjà à l'œuvre en Ukraine actuellement figure une or-

ganisation helvétique - la Fondation Suisse de Déminage (FSD), qui continue ainsi son engagement débuté dans le Donbass en guerre depuis 2014.

#### La Suisse à la manœuvre pour défendre le dialogue pour la paix en Afrique

La politique suisse en matière de paix se caractérise entre autres par sa fiabilité. Cette relation de confiance, qui reste solide face aux enjeux mondiaux et dans une situation géopolitique changeante, est au cœur de l'efficacité des bons offices helvétiques. «Le capital de confiance dont nous bénéficions nous permet de viser une paix durable», a rappelé le conseiller fédéral Ignazio Cassis à

plusieurs reprises devant le Conseil de sécurité de l'ONU. La confiance constitue donc une prémisses essentielle. Mais concrètement, quel rôle jouent les bons offices dans un processus de paix? La moitié des programmes de politique de paix de la Suisse portent sur le continent africain.

Conformément à la Stratégie pour l'Afrique subsaharienne 2021-2024, la division Paix et droits de l'homme du DFAE s'engage à promouvoir la paix en se concentrant sur les contextes les plus fragiles, en proie aux conflits armés et aux insurrections. «Les priorités du programme régional en Afrique subsaharienne sont le Sahel et la région des Grands Lacs, où l'avancée des groupes armés non étatiques entraîne une augmentation de l'insécurité



## EDITO

pas parvenue à le faire respecter, malgré la présence de ses 1 960 observateurs.

La session du Conseil des droits humains est aussi l'occasion de rappeler que la justice internationale fonctionne, parfois. Ainsi, le processus de paix Colombien a fait l'objet d'une présentation attendue par le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour la Justice Transitionnelle, l'Argentin Fabian Salvioli depuis la signature de l'accord de paix en 2016. Cette étape suisse et onusienne n'est d'ailleurs pas le fruit des hasards du calendrier, car notre pays soutient à plusieurs égards le processus de paix colombien initié il y a sept ans, tout comme la Norvège, et le Programme des Nations Unies pour le Développement, le PNUD. Préalablement, et de façon tout à fait exceptionnelle et pour la première fois à l'international, deux auteurs du conflit armé – le dernier commandant des FARC et un militaire haut gradé – ont fait face aux victimes des atrocités commises par leurs organisations respectives dans le cadre d'une table-ronde organisée par l'Université de Genève le 28 septembre dernier. En permettant à ce qu'une étape de cette justice transitionnelle puisse avoir lieu au sein de l'Université de Genève, c'est aussi une façon de rendre hommage à l'esprit de Genève et au rôle de « bâtisseur de paix » que les universités peuvent aussi jouer dans les multiples dimensions et voies complexes des relations internationales.

Si la géopolitique se veut complémentaire à d'autres outils de réflexion sur les relations internationales pour analyser les politiques de puissance des Etats, son agenda se négocie sans nul doute au sein de l'écosystème institutionnel genevois dont on mesure années après années, sa richesse et sa densité. Précisément, l'Observatoire essaie aussi de pouvoir contribuer au développement de cet environnement institutionnel et entrepreneurial unique, en enrichissant son réseau d'experts et en proposant des activités spécifiques.

**Directeur du Bachelor en relations internationales du Global Studies Institute.**

**Président de l'Observatoire Géostratégique de Genève.**



Le terme voenkory, désormais entré dans le langage courant, désigne des blogueurs au pedigree varié.

## Les correspondants de guerre russes et la propagande du Kremlin

Par Carole Grimaud (publié dans [Theconversation.com](https://www.theconversation.com))



La mort d'Evguéni Prigogine, le patron de Wagner, dans le crash aérien survenu le 23 août, n'est pas sans conséquence pour le microcosme des voenkory – littéralement « correspondants de guerre » russes – et, donc, pour l'ensemble de la propagande déployée par Moscou à propos de la guerre en Ukraine.

Le terme voenkory, désormais entré dans le langage courant, désigne des blogueurs au pedigree varié – journalistes diplômés ou non, anciens de l'armée, autodidactes, aventuriers divers... –, spécialisés dans le domaine militaire, qui écrivent au quotidien pour des médias officiels ou sur les réseaux sociaux (spécialement sur Telegram) à propos de la guerre en Ukraine, souvent depuis le théâtre des opérations. Certains d'entre eux sont très suivis et exercent une influence réelle. Ils ont en partage un nationalisme véhément et un soutien sans faille à l'invasion de l'Ukraine, qu'ils jugent souvent trop lente et mal organisée.

## EN BREF...

et des attaques contre les civils», explique Patrizia Palmiero, chef de l'unité Paix-Afrique du DFAE.

### Guerre en Ukraine : « pas d'autre voie que celle du dialogue », affirme Guterres

Lors d'un débat au Conseil de sécurité consacré à la situation en Ukraine, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a exhorté tous les pays à éviter une nouvelle escalade du conflit et a rappelé qu'il n'y avait pas d'autre voie que celle du dialogue pour y mettre fin. « L'ONU continue d'œuvrer en faveur d'une paix juste et durable en Ukraine, conforme à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions de l'Assemblée gé-

nérale », a souligné le chef de l'ONU. Le Secrétaire général a exhorté « tous les pays de faire leur part pour éviter une nouvelle escalade et jeter les bases d'une paix durable », rappelant que l'ONU était pleinement attachée « à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ».

Selon le Secrétaire général de l'ONU, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, « en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international, accentue les tensions et les divisions géopolitiques, met en péril la stabilité régionale, accroît la menace nucléaire et creuse de profondes fissures dans notre monde de plus en plus multipolaire ».

### Les Etats-Unis mettent sur pied une armée de robots de guerre

Lors d'un discours prononcé le 28 août 2023, la Secrétaire de la Défense des États-Unis Kathleen Hicks a dévoilé un projet titanesque d'armée de robots tueurs autonomes contrôlés par l'IA.

Le pays prévoit de déployer cette flotte de plusieurs milliers de robots d'ici 2025, afin de contrecarrer la puissance croissante de la Chine. Cette initiative dénommée Replicator impliquera la collaboration avec les entreprises de la défense et de la tech pour produire de larges volumes de systèmes à un coût abordable pour toutes les branches de l'armée. Les robots pourront mener des missions militaires com-

## Des positions parfois trop belliqueuses pour le Kremlin

Dans le sillage du fameux « cuisinier de Poutine », un grand nombre des voenkory n'ont pas hésité, depuis le début de l'attaque russe en février 2022, à critiquer l'armée, le système et les élites corrompues, et à réclamer le limogeage du ministre de la Défense Sergueï Choïgou et du chef d'état-major Valéri Guerassimov. La mort brutale du correspondant « indépendant » Vladlen Tatarsky (de son vrai nom Maxime Fomine) dans un attentat le 2 avril et l'arrestation du virulent Igor Guirkine (Strelkov) le 21 juillet avaient déjà suscité certains remous au sein du petit monde digital des voenkory, mais le crash du 23 août aura eu un impact nettement plus considérable.

Si ces propagandistes ultra-nationalistes ont pu sembler, un temps, incarner une élite militaro-impérialiste montante et susceptible de déstabiliser le pouvoir, il y a peu de doute que le sort réservé à Prigojine deux mois après sa « marche sur Moscou » a refroidi – peut-être seulement provisoirement – leur « turbo-patriotisme ».

Après le flottement observé parmi les correspondants « officiels » durant la rébellion menée par Prigojine le 24 juin, leur distanciation vis-à-vis du « traître », y compris chez ceux à qui il avait accordé de longues interviews, et enfin, le silence à l'annonce de sa mort sont révélateurs. Si les « indépendants » peuvent encore se permettre des critiques ou des railleries visant les forces armées russes, leur relative liberté à l'égard de la ligne officielle est aujourd'hui en sursis.

## Telegram, un terrain d'expression privilégié

Pour comprendre l'émergence des correspondants de guerre et leur rôle dans la communication russe, il convient de dresser un tableau du champ informationnel digital en Russie.

Dès les premiers jours suivant le début de l'invasion de l'Ukraine, les points de situation télévisés énoncés par le porte-parole de l'armée russe se sont rapidement révélés être d'un autre âge (soviétique) et insuffisants pour une population connectée à 88 % et s'informant en ligne à plus de 68 % (chiffres en constante augmentation comme dans de nombreux autres pays). Le contrôle étatique sur l'information digitale, repris en main par le pouvoir au début des années 2010, à la suite des manifestations de la place Bolotnaïa à Moscou, s'est accompagné d'une volonté de faire du « Ruset » (l'Internet russe), non sans difficultés techniques, un espace « nettoyé » des influences étrangères – et, principalement, américaines.

La guerre en Ukraine n'a fait que renforcer cette stratégie, avec l'interdiction de nombreuses plates-formes digitales, comme Instagram ou Meta et la valorisation de leurs versions russes telles que le réseau social VK ou encore le lancement de RuTube, une version russe de YouTube avec un projet de communication de propagande qui s'est rapidement révélé inefficace. Aujourd'hui, parmi les réseaux sociaux les plus utilisés par les Russes, WhatsApp et Telegram figurent respectivement à la première et à la deuxième place.

Les voenkory se sont « naturellement » imposés sur Telegram, où ils diffusent une propagande patriotique bien plus efficace que celle, laborieuse, mise en œuvre par l'État lui-même. Sous l'apparence d'une information « brute », venue directement depuis le terrain, souvent « indépendante », propre aux comptes personnels sur les réseaux sociaux, comme il en existe en France, les voenkory sont devenus une source d'information fondamentale à propos de ce qui se passe sur le front – tout en ne se départissant jamais d'un ultra-patriotisme conforme aux orientations générales du Kremlin.

Le réseau social Telegram, créé en 2013 par le Russe Pavel Dourov, qui a quitté le pays en 2014, a déjà fait l'objet d'un blocage par l'organe russe de contrôle, Roskomnadzor en 2018, blocage qui avait été levé en 2020.

Aujourd'hui, la messagerie « étrangère » et ses contenus, dont le trafic en volume a dépassé en Russie celui de WhatsApp, sont au centre de toutes les attentions du pouvoir. La traque aux propos décrédibilisant les forces armées, encadrée par de nouvelles lois et sévèrement punie, est lancée.

## Décorés par Poutine

La mise au pas des médias russes, particulièrement durant les guerres menées par la Russie post-soviétique (Tchéchénie, Géorgie) n'étant pas si loin, le phénomène « voenkory » n'est pas passé inaperçu à Moscou. Les correspondants militaires sont apparus comme étant particulièrement utiles au moment où le pays procède à une mobilisation largement impopulaire. La première rencontre de Vladimir Poutine avec certains d'entre eux se serait déroulée lors du Forum économique de Saint-Petersbourg au moins de juin 2022, l'intermédiaire n'étant autre que Margarita Simonian.

La directrice de RT depuis ses débuts, elle-même ancienne reporter de guerre en Tchétchénie, avait alors présenté « ses amis, ses collègues, ses patriotes » au chef de l'État. C'est également Simonian qui, au mois d'octobre 2022, coupera court aux rumeurs d'affaires judiciaires qui auraient été ouvertes contre certains voenkory qui seraient allés trop loin dans leurs critiques de l'armée et du commandement.

Loin d'être inquiétés par l'appareil judiciaire, certains correspondants se sont même vu remettre de prestigieuses distinctions, et les plus connus d'entre eux, tels Evguéni Poddoubny, Alexandre Sladkov, Semion Pegov (WarGonzo), Mikhaïl Zvintchouk (Rybar) et Alexandre Kots, ont été intégrés au groupe parlementaire de coordination pour « l'opération spéciale », créé par ordonnance présidentielle à la fin de l'année 2022.

## Vladimir Poutine décore Semion Pegov de l'Ordre du Courage au Kremlin, 20 décembre 2022. [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru)

Le processus d'« élitisation », si souvent employé par le pouvoir russe ou soviétique, consiste à s'assurer la loyauté d'un groupe à travers un système de récompenses, la distribution de pouvoir ou de richesses. Mais la mort de Prigojine, la mise au pas des voix discordantes au sein de l'armée et l'arrestation de Guirkine sont autant de messages qui ont rappelé aux voenkory que le patriotisme affiché ne suffit pas à protéger les élites : seule la loyauté absolue au régime et à son président garantit leur liberté et leur survie.



## EN BREF...

plexes sans intervention humaine sur terre, dans les airs ou en mer. Leur coût de production sera suffisamment bas pour les déployer dans des zones à risque et les sacrifier tels des kamikazes sur des missions prioritaires...

### Ambassadeur Justin Viard prend les rênes du Groupe des Ambassadeurs Francophones à Genève

Lors de la séance plénière du mercredi 27 septembre 2023, le représentant permanent d'Haïti auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève, Ambassadeur Justin Viard, a été élu à l'unanimité comme Président du Groupe des Ambassadeurs Franco-

phones (GAF) pour la période de septembre 2023 à septembre 2024. Pour le diplomate, ce choix unanime témoigne de la confiance qui lui est accordée et à la reconnaissance de son engagement exemplaire au sein du groupe. Haïti, qui avait déjà assumé la Vice-présidence des Amériques de septembre 2022 à septembre 2023, ainsi que la Présidence par intérim de mars 2023 à septembre 2023, continue ainsi de jouer un rôle central au sein de cette importante organisation francophone.

### Guerre de l'information : il y a danger selon David Colon

Dans son livre «La guerre de l'information», l'historien et spécialiste de la propagande David Colon

écrit : «Nous sommes face à une menace mortelle pour les démocraties.» «C'est une guerre qui nous concerne tous car son enjeu, ce sont nos esprits», explique-t-il. Cette menace devrait aujourd'hui être considérée comme «prioritaire», selon l'historien.

«Un certain nombre d'États autoritaires ont entrepris depuis plus d'une dizaine d'années de mener un conflit contre les démocraties, qui a pour objectif de les affaiblir en recourant notamment à la manipulation de l'information, à l'instrumentalisation des théories du complot avec toutes les techniques médiatiques possibles, aussi bien dans l'espace public que de façon secrète sur le cyberspace», poursuit l'historien. Face à cela, les démocraties ont mis du temps à se réveiller.





Si certains correspondants sont récompensés, parmi les quelque 150 comptes russes sur Telegram consacrés exclusivement à la guerre en Ukraine, la raison incombe notamment à leur notoriété dans l'espace digital, leur profession ou leur ancienneté : plus d'un million d'abonnés pour – WarGonzo, Rybar et OperaHonZ, quelques centaines de milliers pour ColonelCassad, quelques centaines seulement pour les moins connus.

Certains reporters de guerre sous contrat avec la rédaction d'un média d'État se sont souvent rendus par le passé sur d'autres fronts (Donbass avant 2022, Syrie ou Afghanistan) et ont été formés au reportage de guerre par l'Union des journalistes de Moscou (organisme agissant, entre autres, sous la tutelle du FSB et des ministères de la Défense et des Affaires étrangères). Semion Pegov, Irina Kouksenkova ou Iouri Podoliak y ont été formés avant d'être récompensés pour leur couverture de la guerre en 2022.

Mais tous ne sont pas issus de la sphère journalistique. Certains indépendants sont d'anciens membres des forces de sécurité devenus blogueurs militaires, tels Igor Guirkine (Strelkov), vétéran des guerres de Yougoslavie et de Tchétchénie. Parfois même, des adolescents sont recrutés dans les territoires occupés pour s'exercer au « vrai journalisme russe des nouvelles régions » et sont plus tard récompensés de l'Ordre du Courage au Kremlin.

### Un phénomène durable

Le phénomène voenkory semble avoir gagné une certaine popularité auprès des internautes russes, mais aussi ukrainiens ou occidentaux, lesquels suivent les messages, scrutent les réactions, démasquent la désinformation, analysent les renseignements et considèrent globalement ces



Le phénomène voenkory semble avoir gagné une certaine popularité auprès des internautes russes.

blogueurs comme des sources dignes d'intérêt pour ce qui est communément appelé l'OSINT (Open Source Intelligence).

Toutefois, s'il est difficile de mesurer l'impact supposé de ces comptes Telegram auprès de la population russe, au-delà du nombre d'abonnés, il conviendrait de ne pas surestimer le phénomène.

Selon les données relatives aux usages des internautes russes dont nous disposons, 39 % de la population adulte suit les actualités sur les réseaux sociaux, alors que plus de 68 %, nous l'avons dit, suit l'actualité sur Internet en général. La répression extrêmement sévère portant sur les propos anti-guerre, dans la rue mais aussi dans les mémoires des téléphones portables, qui s'est aujourd'hui étendue aux critiques visant les forces armées ou le gouvernement et à la diffusion de « fausses » informations, incite de nombreux Russes à chercher à ne laisser aucune trace sur la toile. Il est, dès lors, peu étonnant que parmi les dix premières applications téléchargées sur les portables russes figurent plusieurs logiciels VPN.

Il est donc quasiment impossible d'évaluer la popularité des voenkory en Russie sur la simple base du nombre de lecteurs ou d'abonnés.

Ils n'en restent pas moins un vecteur utile pour la propagande de guerre du Kremlin, en ciblant particulièrement les jeunes générations, ce que l'État n'avait pas réussi à faire, et les Russes de l'étranger, dans la volonté de contrer la presse russe exilée.

Enfin, le succès des voenkory russes dans l'information et la communication de guerre est similaire au succès des chaînes Telegram personnelles de militaires ou de journalistes occidentaux, si l'on en croit les résultats d'une recherche effectuée par l'auteure pour l'Institut méditerranéen des Sciences de l'information et de la Communication (IMSIC) auprès d'étudiants francophones interrogés durant huit mois. L'information « brute », en donnant aux récepteurs l'illusion d'être dans le feu de l'action, en dit plus que le 20h. Même si leur liberté de parole a dernièrement été nettement restreinte par le pouvoir, les voenkory ont donc encore de beaux jours devant eux.

## EN BREF..

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-du-mercredi-27-septembre-2023-9773199>

### Crise diplomatique entre l'Inde et le Canada

Les révélations du Canada sur la possible implication des services secrets indiens dans l'assassinat d'un Canadien d'origine sikh à Vancouver créent, depuis quelques semaines, une véritable onde de choc entre les deux pays. Hardeep Singh Nijjar, le dirigeant d'un temple sikh, a été assassiné en juin 2023. Expulsion d'un diplomate côté canadien, blocage des visas côté indien, la tension monte entre

Ottawa et New Delhi. L'Inde dément fermement les accusations du Canada et a répliqué par de fortes mesures de rétorsion. La première mesure a été d'interrompre, jeudi 21 septembre, le traitement de tout nouveau visa pour les Canadiens, jusqu'à nouvel ordre. Le tourisme ou les affaires vers l'Inde sont ainsi suspendus. La deuxième mesure est de réduire le personnel diplomatique canadien en Inde, qui pourrait être quasiment divisé par deux. L'Inde veut donc asphyxier la diplomatie canadienne et le milieu d'affaires qui travaille avec l'Inde. Dans le but de faire payer un prix politique, au gouvernement canadien de Justin Trudeau, pour les accusations publiques et pour le manque d'action contre les mouvements indépendantistes sikhs.

<https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/>

[le-club-des-correspondants/la-crise-diplomatique-entre-l-inde-et-le-canada-se-poursuit\\_6056814.html](https://le-club-des-correspondants/la-crise-diplomatique-entre-l-inde-et-le-canada-se-poursuit_6056814.html)

### Manceuvres militaires aériennes suisses en Italie

La Suisse participe à l'exercice des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) Tiger Meet à Gioia del Colle (Italie) du 2 au 13 octobre 2023. Cet exercice de défense aérienne, l'un des plus importants organisés en Europe, se déroule chaque année dans un pays différent. Il permet de comparer ses propres capacités avec celles des autres nations et de les développer, ainsi que d'améliorer l'interopérabilité.



# Niger : retour sur le coup d'État Nigérien du 26 juillet 2023

(Compte-rendu de la mini-conférence du 5 septembre 2023)

Le 26 juillet, des militaires ont entrepris un coup d'État au Niger et écarté le président élu, Mohamed Bazoum. Quarante-huit heures plus tard, le général Abdourahmane Tiani, à la présidence du tout juste né Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), s'est autoproclamé chef de l'État. Un énième putsch dans la région, après ceux survenus au Mali, au Burkina Faso ou encore en Guinée entre 2020 et 2022.

## Tensions et Stratégies : Le Niger au cœur des enjeux géopolitiques

**GENÈVE** - Après le coup d'état récent, l'Observatoire Géostratégique de Genève a récemment organisé une conférence éclairante sur la situation géopolitique du Niger, un pays souvent sous-estimé mais d'une importance cruciale pour la stabilité de la région sahélienne. L'intervenant principal, M. Robert Dulas, a partagé des insights précieux basés sur son expérience de terrain, offrant une perspective rare sur les dynamiques internes du Niger et ses relations avec la France.

M. Dulas a ouvert son intervention en critiquant certains «spécialistes» médiatiques, qu'il juge inconstants dans leurs analyses. Cette remarque a mis en évidence la nécessité d'une expertise authentique et informée pour comprendre les nuances de la géopolitique africaine.

L'une des informations importantes de la conférence a été la relation complexe entre les Touaregs du Niger et le gouvernement central. M. Dulas a évoqué sa collaboration étroite avec les Touaregs, notamment dans des médiations discrètes avec les rebelles. Il a souligné l'importance de ces médiations pour apaiser les tensions et promouvoir la stabilité dans la région.

La France, en tant qu'acteur historique et contemporain en Afrique, a également été un sujet de discussion, le conférencier a mis en

lumière l'importance stratégique du Niger pour la France, notamment en raison de sa position comme «verrou» pour l'Europe. Dans un contexte où des groupes tels que Boko Haram, Al-Qaïda et l'État islamique opèrent, la stabilité du Niger est d'une importance capitale pour la sécurité européenne.

Cependant, les relations entre le Niger et la France ne sont pas sans tensions. L'attitude de l'ambassadeur français au Niger a été évoquée comme l'une des causes des tensions et incompréhensions, et M. Dulas a souligné que dans un rapport qui lui avait été commandé il y a 8 mois, il apparaissait que le sentiment prédominant au Niger n'était pas anti-français, mais plutôt dirigé contre l'élite française, dû à la condescendance et à l'infantilisation des Nigériens.

Le point saillant de la conférence a porté sur les causes du coup d'état qui s'avère être un coup non préparé et la conséquence d'une mise en place programmée.

A savoir une succession entre le père Issoufou et son fils, avec entre les deux à la manière Poutine / Medvedev, le président Bazoum, tenu par un engagement qui l'empêche de diriger le pays et qu'il traîne comme un boulet. La présence, imposée par Issoufou du Patron de

Robert Dulas est Consultant international, Conseiller particulier auprès de plusieurs présidences Africaines et Conseiller Afrique auprès de grands groupes européens, asiatiques et américains.



Spécialiste de la sécurité, son approche et ses analyses dans les études «risque/pays» font autorité. L'intégration culturelle et la gestion des différences sont depuis plus de trente ans des sujets qu'il appréhende au quotidien. Grâce à ces réseaux, il maîtrise la partie complexe, mais bien souvent incompréhensible d'attitudes ou de prises de décisions qui peuvent apparaître comme non cartésiennes. Il milite pour une juste répartition des richesses au profit des populations. Robert Dulas est également le Grand-Maître de l'Ordre de Lafayette-Monde.

la Garde Présidentielle, le Général Tiani qui sert de courroie de transmission pour les parties non-écrites entre Bazoum et Issoufou, mais qui est aussi le cerbère, impose un climat délétère au Palais.

Le Général en compétition avec le fils Issoufou s'est senti pousser des ailes et a pensé qu'il serait suivi par les décideurs de l'armée, car l'armée au Niger est loyaliste et légaliste et s'impose auprès des chefs d'états qui dérivent. Les Chefs d'états-majors des différents corps ont refusé de suivre le général dans un coup d'état non justifié et non justifiable. Ce sont les numéros deux qui ont donc été sollicités et ont accepté, certains pour un poste, d'autres par crainte des représailles et le regrettent aujourd'hui.

La CEDEAO ne laissera pas cette junte en place et interviendra avec le soutien logistique de l'occident. Les chefs d'états de la région ont trop peur d'un effet domino qui les impacterait. D'autre part, l'armée ne suivra pas le Général qui est déjà lâché par une grande partie des hommes.

Tous ces thèmes ont été abordés au fil des questions/réponses qui ont suivi la conférence.



Scannez ce QR code et visionnez la vidéo de la conférence.

## EN BREF...

L'Armée suisse envoie 45 militaires en tout en Italie. Au total, 13 nations participent à l'exercice avec plus de 70 avions de combat, 15 hélicoptères et quelque 1500 personnes y travaillent.

L'objectif est de tester la défense aérienne au-delà des frontières (joint force operating scenario), d'échanger des expériences et de comparer ses capacités.

### L'armée de l'air britannique souffre d'un grave et dangereux manque d'avions

La longue descente aux enfers des forces militaires de Londres continue. Un rapport d'un comité du

parlement britannique pour la Défense paru le 10 septembre dernier a affirmé que la Royal Air Force faisait face à une grave «pénurie d'avions de combat qui persistera même dans la décennie 2030».

Ce manque d'aéronef ne concerne pas seulement les avions de chasse mais aussi les appareils transporteurs de troupes et les engins de surveillance aérienne. Ce problème aurait été causé par une décision prise par le gouvernement britannique en 2021 qui avait pour but de réduire de manière significative sa flotte d'aéronefs militaires.

Toujours selon ce rapport, la flotte de la Royal Air Force n'offre plus qu'une capacité offensive ridicule, un nombre d'avions trop faible qui ne pourrait pas mener une guerre d'attrition moderne comme

peut l'être le conflit russo-ukrainien. «*Cette situation est inacceptable. Le ministère de la Défense et l'armée de l'air doivent examiner de toute urgence comment ils peuvent augmenter la masse aérienne de combat à court terme*», peut-on encore lire dans le document. En effet, les chiffres du rapport montrent que Londres possède le plus petit nombre de chasseurs parmi les quatre grandes puissances militaires européennes, avec une flotte de 169 appareils composée de Typhoons et des aéronefs furtifs F-35.

<https://www.capital.fr/economie-politique/larmee-de-lair-britannique-souffre-dun-grave-et-dangereux-manque-davions-1479056>

# Libye : Le drame migratoire outil de pression politique et diplomatique

## Une armée unie est une priorité

Par Saadi Sabri



Les flux migratoires clandestins partant des côtes libyennes vers l'Europe, représentent un défi important dans le cadre de cet environnement sécuritaire instable dans ce pays. Un état de fait qui trouve ses origines dans les perpétuels espoirs déçus dans les pays d'origine ainsi qu'en Libye, bien que cette situation puisse être en quelques sortes favorisante pour des pays voisins africains, arabes ou européens<sup>1</sup>.

Dès le déclenchement de la guerre en Libye, en 2011, plus d'un million d'étranger ont quitté la Libye, dont une grande partie s'est orientée vers le Sud de l'Europe via les villes libyennes. Cela a ouvert « une perspective nouvelle de la réalité migratoire libyenne et des politiques qu'elle a suscitées ces dernières années »<sup>2</sup>.

Jusqu'à nos jours, la Libye a connu une longue histoire avec la migration. Le pays a toujours été à la fois une destination finale pour les migrants et un point de transit pour ceux qui voulaient rejoindre l'Europe. En 2009, deux ans avant le renversement du régime de Kadhafi, la Libye accueillait sur son territoire 2,5 millions de migrants, venus principalement d'Afrique ainsi que de pays aussi éloignés comme le Bangladesh et les Philippines. Ce chiffre a connu une baisse de 50% à partir de 2011, selon Altai Consulting qui a estimé la présence de 1,7 à 1,9 million d'immigrés dans le pays en 2013.

Aujourd'hui, le pays n'est plus qu'un terrain de transit vers l'Europe. Une situation qui a conditionné les relations bilatérales entre les deux parties, en particulier avec l'Italie. Une longue série d'accords ont abouti au « Traité d'Amitié de 2008 » qui a confié aux libyens l'endiguement et le refoulement des migrants et des demandeurs d'asile. Or, depuis le début de la guerre en Libye, les nouveaux gouvernants libyens successifs

utilisent la migration ainsi que la menace terroriste comme un moyen de manipulation politique vis-à-vis des Européens pour soutenir leur existence et leur pouvoir autoritaire, indépendamment des violations flagrantes des droits de l'homme et des conventions internationales. La Libye post-révolutionnaire, contrôlée par un mélange de milices complice dans le trafic d'êtres humains avec d'autres activités criminelles. Ainsi, les flux migratoires de la Libye à travers la Méditerranée se sont intensifiés à partir de 2014, en corrélation avec une évolution de la transition politique vers une nouvelle guerre civile dont chaque partie cherche la reconnaissance et le soutien internationaux.

### L'Histoire des Politiques de Migration en Libye

Dès l'exploitation du pétrole aux débuts des années 1960, le développement économique a fait de la Libye est devenue un pays d'accueil attirant pour les travailleurs migrants indisponibles au sein pour la petite population locale. Avec l'intensification des flux migratoires, la Libye a adopté dès les années 1970, une série de décisions et de conventions bilatérales concernant les droits de travail<sup>3</sup>.

Dans les années 1990, le régime libyen a



Des milliers d'africains tentent la traversée sur des embarcations de fortune

réorienté sa politique étrangère vers l'Afrique subsaharienne, en réponse à la non-coopération des Arabes pendant la période de l'embargo imposé au pays après l'attentat de Lockerbie en 1988 et l'attentat de Berlin en 1986. Cette politique pro-africaine de Kadhafi, s'est traduite par une multitude d'accords conclus avec les pays africains<sup>4</sup> et des facilités d'entrée offertes aux migrants d'Afrique Subsaharienne, avec un simple certificat médical requis, mais sans exigence de permis de résidence ni visa.

La lune de miel des travailleurs africains n'a pas duré très longtemps, car avec le levé de l'embargo et le retour de la Libye sur la scène internationale, la conjoncture économique a changé, ce qui a poussé le régime libyen à réimposer le visa pour tous les travailleurs étrangers. Ce rétablissement des relations libyennes avec le monde occidental, notamment avec l'Europe, a influencé les politiques étrangères libyennes, qui étaient orientées vers l'Afrique. Des dizaines de milliers d'immigrés africains ont été massivement expulsés vers leurs pays d'origine, dans le cadre de la coopération euro-libyenne pour faire face à la migration irrégulière. Cette coopération est née en 2004, quand l'Union Européenne a créé son agence « Frontex<sup>5</sup> » responsable de la sécurité et les frontières extérieures de l'Union. Malgré la propagande de sa création, Frontex a, en 2013, fait face à une campagne contre le manque de transparence de ses opérations, lancée par une coalition d'organisations de défense des droits des migrants pour demander la suppression de l'agence sous le slogan « L'Europe est en guerre contre un ennemi qu'elle s'invente »<sup>6</sup>.

### Quel cadre juridique libyen pour lutter contre la migration irrégulière ?

La migration clandestine et le séjour irrégulier sont, jusqu'à ce jour, criminalisée selon la loi libyenne n°6 pour l'année 1986, sans exception faite aux réfugiés, demandeurs d'asile, et victimes de conflits. Toutes ces catégories sont exposées à la rétention, à l'expulsion et même à l'emprisonnement (pouvant aller jusqu'à 20 ans),



Les migrants clandestins sont exposés à la rétention



ou sans un visa régulier délivré par les parties autorisées à délivrer des visas d'entrée», avec une exception qui bénéficie aux Soudanais, Éthiopiens, Érythréens et citoyens arabes, qui jouissaient également de l'accès gratuit aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services publics<sup>8</sup>.

Six années plus tard, - un an après l'ouverture d'un bureau du Haut-Commissariat des Nations Unis pour les Réfugiés (HCR) en Libye-, une nouvelle modification est entrée en vigueur par la loi n°19 de l'année 2010 qui donne aux migrants clandestins deux mois pour régulariser leur situation pour éviter toute sanction possible. Cette loi a également autorisé les agents du HCR à visiter les camps de détention des migrants pour identifier d'éventuels réfugiés. Une situation qui a été conditionnée par le niveau des tensions dans les relations euro-libyennes<sup>9</sup>.

Les études en Europe, montrent que le régime de Kadhafi utilisait, depuis le levé de l'embargo, la carte de la migration à des fins politico-diplomatique, pour être considéré « *comme incontournable, non seulement en tant que marché, fournisseur énergétique, rempart contre l'islamisme, mais aussi comme un garde-frontières indispensable empêchant l'invasion de l'Europe* »<sup>10</sup>, ce qui a permis à la Libye, selon les études, de manipuler l'Union européenne par sa « diplomatie migratoire » en 2008. Or, le colonel Kadhafi était le seul qui pourrait contenir les flux migratoires africains vers la méditerranée, après tous les échecs connus par l'Union Européenne, en la matière de lutte contre la migration clandestine<sup>11</sup>. Cela d'autant plus que Kadhafi avait déjà été proclamé, le 28 août 2008<sup>11</sup>, « Roi des Rois, et des Chefs traditionnels d'Afrique », à l'occasion de la réunion inédite de Benghazi avec plus de 200 chefs de tribus africains, ce qui lui permettrait de faciliter toute négociation entre Bruxelles et les pays exportateurs de la migration.

### Février 2011 : le début du drame migratoire

Malgré le manque de statistiques fiables et

précises, comme le cas de nombreux pays du monde, il est possible de remarquer l'augmentation en volume et en ampleur qu'a connu le phénomène de migration clandestine au cours des dernières années, en dépit de la flexibilité libyenne en réponse à la pression des pays européens, en particulier de l'Italie, qui a fourni aux libyens les équipements et les techniques pour faire face à ce crime. Dans le rapport de la criminalité publié en 2007, 138 cas d'immigration clandestine ont été enregistrés dans la case d'entrée illégale où 254 personnes ont été accusées et condamnées<sup>13</sup> par rapport à 300 condamnés en 2006<sup>14</sup>, et 457 personnes accusées en 2005, ce qui prouve l'efficacité de la coopération libyenne avant la chute du régime de Kadhafi.

Dès le début des violences en 2011, les migrants ont trouvé de multiples façons de fuir le pays, des voyages organisés aux retours organisés par l'OIM et aux transports de contrebandiers, à pied ou en bus, en taxi, en avion et en bateau<sup>15</sup>. Un chaos causé par la destruction totale du système de sécurité en Libye, et aggravé par l'intervention de l'OTAN qui a déstabilisé le pays<sup>16</sup>, sans oublier la propagation d'armes à travers la Libye, et les multiples actes de xénophobie<sup>17</sup> contre les immigrés africains. En effet, les médias internationaux prennent une part de responsabilité du fait d'avoir propagé largement des rapports basé sur une déclaration de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui affirmait qu'« environ 6 000 mercenaires africains se trouvaient en Libye en février 2011. Près d'un millier auraient été recrutés à la même époque et vraisemblablement d'autres sont venus les rejoindre au fil des combats. »<sup>18</sup>. Ces informations ont mis la vie de non-seulement les migrants en danger, mais aussi celle des libyens noir de Tawergha (Sud de Misurata) qui vivent depuis presque huit ans dans des habitations de fortune, dépourvus de tous leurs droits de citoyens libyens<sup>19</sup>.

Dans l'ensemble, les pays d'origine ont apporté

tant que la Libye n'a pas ratifié la convention de Genève de 1951 sur les réfugiés ni le Protocole de 1967 et n'a pas adopté de législation sur l'asile.

La Libye a modifié sa loi du 1987 sous la pression de l'Union Européenne qui lutter pour stopper l'immigration clandestine pour « éviter une Europe noire ». La première modification a été faite par la loi n°2 de l'année 2004, consacrée à la migration illégale définie comme « l'entrée ou la sortie du pays en dehors des points de contrôle désignés ou sans l'autorisation des autorités compétentes,



Les camps où s'entassent les migrants n'offrent pas de solution durable



L'ONU a constaté de graves violations des droits de l'homme dans les camps libyens

## Le conflit civil du 2014 et les violations des droits humains

La Libye passe, depuis le début du conflit civil en été 2014, par la période la plus dangereuse du processus de transition politique et sécuritaire. L'extension des milices et des groupes armés et la coordination faite jusqu'à présent entre le gouvernement et les brigades armées de ces révolutionnaires même après la création des forces de la garde présidentielle ont représenté un dilemme critique à cet égard<sup>27</sup>.

Jusqu'à présent, aucune institution sécuritaire ou militaire n'existe, strictement parlant, à l'Ouest du pays, pour protéger les frontières de l'État sur le plan terrestre, maritime et aérien. Aucune force de sécurité intérieure (police) n'existe également pour qu'elle soit responsable de la restauration de la sécurité sur le plan intérieur et de la stabilité et de la protection des propriétés du peuple et des institutions étatiques libyennes en coordination avec les forces armées.

De plus, les initiatives des gouvernements consécutifs quant au désarmement et aux politiques du haut comité de la sécurité n'ont pas réussi à arrêter, voire limiter les menaces que représentent les milices armées libyennes en vue de sauver l'existence de l'État et de construire ses fondements. Un tel fait a contribué à dessiner une image pessimiste de l'environnement politique et sécuritaire en Libye jusqu'à présent. Le non responsabilisation et l'impunité à l'égard de ces milices et groupes armés ont entraîné l'exacerbation des actes de ces groupes et de leur influence sur les politiques adoptées par le gouvernement libyen<sup>28</sup>.

## La polémique des Hots-Spots

Le gouvernement d'entente libyen, reconnu par la communauté internationale, peut difficilement prendre soin de ses propres citoyens, comme en témoigne le grand nombre de personnes déplacées. En outre, la violence dans le pays est si répandue qu'il devrait être une priorité humanitaire d'éviter que les migrants et les demandeurs d'asile qui entrent en Libye atteignent d'autres destinations.

Par conséquent, et afin de créer des moyens de déplacement sûrs vers l'Europe pour les migrants économiques et les demandeurs d'asile, le commissaire européen aux migrations, Dimitris Avramopoulos, a fait une proposition judicieuse : la création de centres où les migrants peuvent demander l'asile ou l'immigration légale en Europe à partir d'un pays autre que le leur<sup>29</sup>. Cette proposition est devenue un outil d'échange d'accusations entre le parlement de Tobrouk<sup>30</sup>, et le CNG islamiste<sup>31</sup>, ce qui a fait stagner le processus de paix des Nations Unies, « *laissant des problèmes urgents non résolus comme l'aggravation des conditions de vie, le contrôle des installations pétrolières, le passage de clandestins et la lutte contre les groupes djihadistes* ».

Une scène particulièrement violente en 2015, a été celle de la décapitation des coptes égyptiens par l'État islamique. Les migrants chrétiens ont également été pris pour cible par l'État islamique, qui a revendiqué l'enlèvement et le meurtre de 21 chrétiens égyptiens et de 28 chrétiens éthiopiens en Libye.

Les divisions entre les gouvernements rivaux se sont approfondies entre février et septembre 2016. L'absence de progrès de l'exécutif intérimaire, le Conseil de Présidence, sur les questions clés - notamment les violations des droits de l'homme et les pénuries d'eau et d'électricité - a continué à miner la confiance dans son leadership. Fayed Al Sarraj, premier ministre au gouvernement

un soutien minimal aux évacuations, laissant les migrants principalement dépendants les uns des autres et de la famille pour le retour et la réintégration<sup>20</sup>. La plupart des migrants ont tout perdu en Libye, leurs familles ont perdu les opportunités éducatives et le niveau de vie. « *Ils ont été harcelés, intimidés, agressés physiquement et empêchés de se déplacer librement, car ils étaient accusés d'être des mercenaires. Ils ont été traqués par des citoyens et des milices libyennes, ainsi que par des voleurs qui ont volé une partie de leurs économies.* »<sup>21</sup>.

L'impact de la crise libyenne s'est reflété dans la situation financière précaire des rapatriés dans leurs communautés d'origine. Les voies de migration alternatives, en particulier vers les États du Golfe, ont été bloquées par les coûts élevés impliqués<sup>22</sup>.

Par ailleurs, dès le début des frappes de l'OTAN sur la Libye, une augmentation substantielle a été observée dans le nombre des familles libyennes traversant les frontières ; égyptienne nigérienne, algérienne et tunisienne. Le nombre quotidien moyen de Libyens qui franchissaient les frontières variait entre 3000 et 8000 individus, dont la grande majorité n'a pas demandé d'aide humanitaire, attendant la résolution du conflit<sup>23</sup>.

Jusqu'en 2017, la situation restait très répressive et aucun changement n'avait été introduit dans la législation. Dans ce sens, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont conjointement conclu, dans leur rapport<sup>24</sup> de décembre 2016 que « *la dégradation de la justice libyenne a conduit à un état d'impunité où les migrants sont soumis à de graves violations des droits de l'homme et à des abus.* ». MANUL et HCDH ont recommandé de « *remédier d'urgence à la situation des migrants pour garantir que tous les individus, indépendamment de leur statut, puissent jouir de leurs droits humains, notamment en décriminalisant la migration irrégulière, procédant efficacement à la détermination du statut de réfugié et mettant en œuvre des alternatives à la détention* ». Du point de vue occidental, le cadre légal et les politiques libyennes, précédemment esquissées, sont la raison pour laquelle la majorité des migrants sont présents irrégulièrement sur le sol libyen, que ce soit en raison d'une entrée illégale ou de l'expiration d'un visa. Ces conditions,

d'après les rapports européens, poussent une part importante de ceux qui ont besoin de voyager via la Libye à recourir aux nombreux réseaux de trafic de migrants disponibles. D'où, tous les rencontres avec les parties libyennes se terminent par un conflit de divergences d'intérêts et/ou de points de vue. Les Libyens ont une hantise qui les rend craignant d'un changement démographique et identitaire de leur peuple. Ils refusent de nouveaux actionnaires dans leur richesse pétrolière. Cela ressemble à la position de l'extrême droite européenne qui croit au slogan de Pierre Vial « *une terre un peuple* ».

En septembre 2016, un discours de Martin Kobler<sup>25</sup> au Conseil de Sécurité de l'ONU a fait une polémique en Libye. Il a évoqué que « *la Libye reste une plaque tournante pour des milliers de migrants dont plusieurs milliers sont morts en route dans le désert et que cette perte insensée de vies humaines est inacceptable* »<sup>26</sup>. Un discours traduit en Libye par des intentions occidentales de régulariser la situation des migrants pour les naturaliser sur le sol libyen par la suite.

Les différences de statut juridique se sont manifestées dans le départ des migrants de la Libye, puisque ceux qui ont émigré en Libye après la crise de 2011 ont été expulsés plutôt que de partir volontairement pour des raisons de sécurité. Les migrants ont déclaré que les expulsions étaient plus fréquentes chez ceux qui sont restés ou (ré) entrés après. En 2013, le Congrès National Général CNG en Libye a commencé des expulsions systématiques d'immigrés. Par la suite, une crise est survenue entre Tripoli et quelques pays d'origine des migrants arrêtés à cause de leurs entrées irrégulières en Libye. Entre 2013 et 2014 par exemple, les tensions entre Le Caire et les islamistes à Tripoli ont conduit à cibler les Égyptiens en Libye et à refuser l'entrée aux migrants égyptiens arrivant.

Le statut migratoire irrégulier, le manque de permis de travail et les compétences linguistiques insuffisantes ont bloqué l'accès des africains aux emplois formels en Libye. Ils vivaient aussi dans les bâtiments inachevés, devenant temporairement sans abri à la fin d'un travail. Les gains des migrants ont été soit renvoyés au pays d'origine immédiatement à travers des migrants de retour, soit cachés loin des voleurs, car le système bancaire formel en Libye souffre d'insolvabilité et du contrôle des milices.



d'entente politique libyenne, a essayé plusieurs fois d'exploiter les dossiers de la migration clandestine et des droits de l'homme pour obtenir de l'aide à asseoir son autorité. Il s'est exprimé en février 2017 devant la 34<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU où il a demandé la décongélation des fonds libyens à l'étranger sous prétexte que son gouvernement a besoin de moyens financiers pour garantir le respect des droits de l'homme. En décembre 2017, Al Sarraj a appelé à lever l'embargo sur les armes, imposé à son pays par l'ONU depuis 2011, afin que les forces fidèles à son gouvernement aient moyens et les matériels pour pouvoir affronter la migration clandestine, le terrorisme et les milices. A la même période, le chef du gouvernement d'union nationale a évoqué depuis Berlin la situation des migrants en route vers l'Europe, en parlant aussi de « nombreuses personnes qui ne sont pas dans les camps, peut-être 500 000, qui vivent dans des conditions indignes ». Il négociait, la coopération avec les organisations internationales et les grandes forces mondiales dans le but d'ouvrir des accès vers ces migrants et améliorer la situation humanitaire en Libye. Favez Al Sarraj est aujourd'hui le seul interlocuteur légitime pour parler avec les milices qui contrôlent les routes de la migration vers l'Europe à l'Ouest Libyen.

En outre, le grand exode des migrants africains à destination de l'Europe a fourni une ressource que l'État islamique pourrait exploiter dans ses batailles pour se développer en Libye. Des combattants de l'État islamique auraient tendu une embuscade et enlevé des centaines de réfugiés en 2016, transformant des femmes en esclaves sexuelles pour récompenser les guerriers du groupe extrémiste. Dans le même temps, des violations des droits de l'homme ont été signalées dans des camps de détention et des prisons libyennes où des migrants en situation irrégulière étaient détenus.

D'ailleurs, les accords conclus entre le gouvernement d'union nationale libyen et le gouvernement italien ont été critiqués et fait l'objet d'une « enquête très documentée d'Associated Press, qui a révélé une entente directe entre les italiens et des milices qui pratiquaient le trafic d'êtres humains. L'enquête montre aussi comment le gouvernement libyen en difficulté

à Tripoli a payé les milices impliquées dans la traite pour empêcher les migrants de traverser la Méditerranée vers l'Europe ». A chaque fois que le gouvernement italien montre un soutien au gouvernement d'union libyenne, les flux migratoires entre les côtes libyennes et italiennes enregistrent une baisse nette<sup>32</sup>. Aujourd'hui, entre 700 000 et un million de migrants et réfugiés seraient présents en Libye », selon Frédéric Bobin, correspondant du « Monde » et qui explique que les États « anti migrants » cherchent plutôt à réunifier la Libye afin de disposer d'un interlocuteur solide, sous la forme d'un État fonctionnel, afin de maîtriser les flux. Or, selon lui, les États européens ne tirent pas forcément dans le même sens : on le voit avec l'Italie, qui a des relations privilégiées avec la Tripolitaine, et donc le gouvernement de Sarraj, et la France qui a noué des relations étroites avec Haftar dans l'Est tout en soutenant officiellement Sarraj.<sup>33</sup>

En mai 2015, l'Union européenne a décidé de créer une force navale (EUNAVFOR MED Opération Sophia) « pour briser le modèle commercial des contrebandiers et des trafiquants (...) dans le sud de la Méditerranée centrale et en partenariat avec les autorités libyennes »<sup>34</sup>. En octobre 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la Résolution 2240 autorisant de manière conditionnelle les États membres à inspecter et à saisir des navires en haute mer au large de la Libye soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de migrants ou la traite d'êtres humains. Au milieu de 2016, les responsables européens ont autorisé deux autres tâches pour la force : la formation de la garde côtière et de la marine libyenne et contribuent à l'application de l'embargo sur les armes des Nations Unies, tel qu'autorisé par la Résolution 2292. La formation a débuté en octobre 2016. En mars 2017, 25 États membres de l'UE ont appuyé la mission de l'UE basée à Rome et ont sauvé plus de 33 380 vies en mer.

Le rapport de 2016 sur le trafic de personnes du Département d'État américain explique que le gouvernement temporaire, basé à El-Beida (à l'Est), « n'avait pas la capacité institutionnelle, les ressources et la volonté politique de prévenir la traite des êtres humains ». Selon le rapport, la Libye est « un pays de destination et de transit pour les hommes et les femmes d'Afrique

subsaharienne et d'Asie soumises au travail forcé et au trafic sexuel, et il y a des rapports selon lesquels des enfants sont soumis au recrutement et à l'utilisation par des groupes armés dans le pays ». Le rapport souligne également que « l'insécurité généralisée due aux milices, aux troubles civils, et l'inégalité croissante » limitent la disponibilité d'informations précises sur la traite des êtres humains dans le pays.

Les inquiétudes concernant les tentatives migratoires de traverser la Méditerranée depuis la Libye ont augmenté depuis que l'Union européenne a conclu un accord avec la Turquie en mars 2016 pour restreindre le passage de la Turquie à la Grèce. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a signalé en janvier 2017 que les arrivées en Italie par la mer en 2016 étaient légèrement supérieures aux arrivées en Grèce par la mer pendant la même période.

Par conséquent, l'adoption de la Constitution libyenne- qui a été élaborée et qui détermine le cadre politique de la Libye, les pouvoirs et les compétences ainsi que le rôle des institutions sécuritaires dans la construction de la Libye via une entente entre les différentes factions de la société libyenne connue également par une société tribale- constitue un autre défi face au démantèlement de la structure de l'État libyen, de ses institutions et des compétences de chaque institution. L'institution militaire, elle, fait partie de ou plutôt constitue l'institution la plus importante qui contribuera au retour de la stabilité et à la construction des piliers de l'État libyen.

Certains s'adhèrent à ce point de vue qui soutient une création structurelle de l'institution militaire et de la police en Libye par le biais d'un dialogue national entre les différentes catégories libyennes, la réinsertion des groupes armés et le non recours volontiers aux armes. S'ajoutent à cela la détermination du système des grades et de gradation militaire et professionnelle dans les deux institutions, la création d'un système de renseignement assurant la sécurité nationale en Libye et la mise en place d'un système de gradation dans l'armée libyenne de façon à réorganiser la gestion financière compétente<sup>35</sup>.

Le rôle que peut jouer la Communauté Internationale<sup>36</sup> dans la construction de l'institution militaire libyenne est très critiqué par les libyens, notamment à l'Est du pays. Toutefois, une simple analyse de la seule aide accordée par l'Union Européenne - dans le cadre de la politique de voisinage adoptée vis-à-vis des États méditerranéens dans les domaines d'aides humanitaires, d'enseignement, de construction de la société civile et de formation professionnelle-, montre qu'aucune aide militaire aux gouvernements libyens n'a été accordée.

S'ajoute également à cela la même approche suivie par les pays de voisinage comme l'Égypte et les Pays du Golfe. Jusqu'à présent, le soutien politique mutuel se fait uniquement par les déclarations du leadership politique et les déclarations de presse publiées concernant l'évolution des situations en Libye de temps à autre.

Malgré la tenue de plusieurs réunions (à Vienne, à Paris, à Bruxelles, à Valette, etc.) sur l'évolution du statut libyen et l'incitation au soutien du gouvernement d'entente présidé par Favez Al-Sarraj, toutes les promesses sont restées des lettres mortes jusqu'à présent.

Nous pouvons dire que les États-Unis Américains ont présenté des aides à la Libye pour soutenir le secteur sécuritaire par des masques de protection, des stages de formation, le soutien accordé au ministère de l'Intérieur libyen. De même, une



Les milices font vivre l'enfer aux migrants qui se retrouvent réduits à l'esclavagisme

formation accordée à un nombre de 5000 à 8000 des forces générales multifonctionnelles ainsi qu'un financement présenté à des organisations non gouvernementales pour procéder au déminage en Libye<sup>37</sup>. Ces aides ont été négativement perçues par les forces armées libyennes, notamment les officiers de l'armée qui ont considéré cela comme étant une ingérence et violation de la souveraineté des décisions politiques en Libye. L'une des décisions dictées les plus connues est celle du roi Senoussi à lorsqu'il a ordonné de rester immobile et d'attendre ses ordres, en se basant sur les ordres de l'Angleterre pendant la guerre du Suez en 1956 et la guerre de 1967.

C'est la raison pour laquelle le dialogue national inter-libyen constitue l'unique moyen susceptible de construire les institutions politiques, d'adopter la Constitution et de construire une armée nationale libyenne forte et unie. Or, une majorité des libyens croient que l'institution militaire légitime existe et a besoin d'une simple reconnaissance suivie par une levée de l'embargo sur les armes pour la Libye qui est une des mesures de sanction imposé par le Conseil de Sécurité dans la résolution 1970 en 2011.

Il est vrai que dans tous les cas d'après la chute d'un régime, les pays ont tendance à définir un nouveau cadre institutionnel, à isoler l'armée de la vie politique et économique, et à réduire son autonomie ainsi que ses privilèges. Cependant, dans certains pays, l'Armée bénéficie d'un certain soutien public (comme au Chili, en Corée du Sud, en Egypte, ou même en Libye depuis le début de la guerre contre le terrorisme en mai 2014), ce qui oblige le processus de transition à continuer lentement et avec prudence pour ne pas provoquer les héros publics et éviter toute intervention militaire dans le domaine politique qui peut arriver à un coup d'Etat<sup>38</sup>. D'où l'importance de coopérer avec une armée forte pour protéger les migrants et lutter contre la migration clandestine.

Or, il existe en Libye aujourd'hui un parti qui vise à monopoliser le pouvoir et appliquer son idéologie à tous les domaines économique, politique, militaire, intellectuel, et social, à tel point qu'il joue un rôle important dans la configuration intellectuelle et politiques des membres de la société. Il s'agit de l'islam politique qui ont besoin de la présence des milices comme seule forme militaire pour garantir leur survie et leur stabilité, alors que les

relations civilo-militaires ont déterminé l'interaction entre l'Armée, le régime, et les autres institutions étatiques. Une interaction peut être établie en entrant en alliance avec ceux-ci (comme dans le cas des Armées de l'ex-URSS) ; en s'échangeant la solidarité entre les élites politiques et militaires qui sont interdépendantes et dont les intérêts sont liés (c'est le cas de la guerre des gangs au Cuba, à l'époque de Castro, quand il y a eu la solidarité entre les civils et les militaires. Mais, c'est aussi le cas en Libye où s'alignent le Congrès National Général de Tripoli (le Haut Conseil de l'État) et ses brigades anciennement appelées les force de Fadjr-Libya « l'Aube de la Libye »<sup>39</sup>.

Le régime politique en Libye peut être aperçu aujourd'hui comme un régime autoritaire, (autocratiques, tribal, partie unique, ou militaire), i.e. un régime politique totalitaire incomplète parce qu'il lui manque les outils intellectuels et idéologiques, ainsi que les infrastructures qui soutiennent la durabilité des régimes totalitaires. Dans ces circonstances, l'institution militaire vient substituer le parti idéologique faible, et dominer toutes les institutions de l'Etat<sup>40</sup>.

Par conséquent, dans notre sujet de recherche, l'institution militaire peut intervenir dans la vie politique dans le cadre d'une réaction contre une attaque civile, la détérioration de la situation économique, le conflit entre les élites politique ce qui menace ou encore contre une défaite militaire qui pousse l'Armée à culpabiliser les dirigeants politiques, comme dans le cas de la crise migratoire<sup>41</sup>.

Toutefois, le conflit d'intérêts et les différends entre les grandes forces internationales ralentissent toute solution. Par exemple, le conflit entre Londres et Washington en Libye a commencé quand les grandes puissances – France, Etats-Unis, et la Grande-Bretagne qui se sont alliés-visaient à récupérer les colonies italiennes. Cependant, la concurrence anglo-américaine a empêché les deux parties de résoudre l'affaire libyenne aux Nations-Unis, lors des négociations à propos de l'indépendance libyenne. De plus, la France et l'Italie étaient aussi en conflit caché concernant le contrôle de la Libye. L'Italie a toujours été préoccupée par la position anglo-américaine, qu'elle décrit comme un complot<sup>42</sup>. Contrairement à la citation de Karl Marx « l'histoire se répète deux fois, la première une tragédie et la seconde une comédie. », aujourd'hui, pour

l'Italie, - qui voit la France mener des négociations entre ce qu'appellent les Media français les frères ennemis Haftar et El-Sarraj, avoir été mis de côté passe mal de l'autre côté des Alpes. Les médias italiens s'indignent, ces six dernières années, de cet isolement de leur pays, pourtant directement touché par la crise en Libye. Dans les colonnes de *La Stampa*, l'ambassadeur Stefano Stefanini évoque une « douche froide pour Rome ». Le journaliste reconnu Bruno Vespa s'est indigné sur Twitter : « La France rejette les migrants et veut prendre tous les rôles dans la crise libyenne, déclenchée par la France ». Et d'appeler Paolo Gentiloni, le président du Conseil italien, et Angelino Alfano, le ministre des Affaires étrangères, à « se soulever »<sup>43</sup>.

La concurrence prend aujourd'hui de l'ampleur - par rapport à la période de colonisation- non seulement entre les européens eux-mêmes, mais aussi entre l'Europe et Washington. Barack Obama lors d'une interview avec le Magazine *The Atlantic*, il dit : « j'étais convaincu que les Européens -étant donné la proximité de la Libye- seraient plus impliqués dans le suivi », affirme Barack Obama<sup>44</sup>. Les États-Unis tendent toujours à suivre la Grande-Bretagne qui a publié un rapport dans lequel elle considère « que Les actions du Royaume-Uni en Libye se sont inscrites dans le cadre d'une intervention mal conçue, dont les résultats se font encore ressentir aujourd'hui », a dit le président de la commission des Affaires étrangères du Parlement britannique, Crispin Blunt, pourtant membre du Parti conservateur de David Cameron.<sup>45</sup>.

De plus, en juillet 2017, - lors du rencontre entre le Maréchal Khalifa Haftar et le président du conseil présidentiel Fayez El-Sarraj suite à l'initiative du président français Emmanuel Macron-, les européen ont considéré que « la méfiance domine entre la France et l'Italie<sup>46</sup> » concernant les opérations militaires internationales, et que l'Italie n'est pas la seule à être mécontente, car plusieurs pays européens pense que « l'accord obtenu par la France entre les deux principaux dirigeants libyens est un joli « coup » politique. Mais Paris aurait dû y associer l'Union européenne, et notamment l'Italie et le Royaume-Uni.<sup>47</sup> ».

Le 29 mai 2018 à Paris, le président français reconnaît, enfin, les erreurs commises par les membres de la communauté internationale « qui dernières années ont essayé de tirer les ficelles de



Les passeurs ne renoncent pas malgré le déploiement des navires de l'opération Frontex

la situation libyenne derrière les rideaux en jouant l'un contre l'autre, en se nourrissant des divisions, parfois des déstabilisations » a révélé Emmanuel Macron lors de son discours à l'Elysée en présence de toutes les parties libyennes et les représentant des pays de la communauté internationale. C'est pendant ce sommet de Paris que les dirigeants européens reconnaissent avoir décidé de se substituer à la souveraineté du peuple libyen. Encore vont-ils respecté cette souveraineté lors de la mise en place des « plateformes régionales de débarquement » dans les pays de transit, comme la Libye, ce qui est loin d'être gagné, d'autant plus que le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort à l'Est de la Libye, a rejeté l'idée de création de centres d'accueil de migrants dans le pays. Il voit dans ce projet, une tentative de légitimer une « présence militaire étrangère » en Libye, « sous prétexte de lutte contre l'immigration clandestine ».

## Une cause perdue entre deux gouvernements

Depuis l'arrivée d'Abdelhamid Dbeibah à la tête du gouvernement reconnu par la communauté internationale, l'Europe essaye de remplir ses anciennes obligations qui consistent à renforcer les capacités et la coopération avec les autorités libyennes en ce qui concerne le contrôle des flux migratoires. Plusieurs visites mutuelles ont été effectuées dans cet objectif.

Lors d'une rencontre entre Dbeibah et Giorgia Meloni, Rome a promis des bateaux « tout équipés » pour les garde-côtes et « task force conjointe », ainsi qu'une contribution à la stabilisation de la Libye avec une « grande unité d'intention de la part de la communauté internationale sur le dossier libyen et pour éviter le risque que certaines influences ne viennent déstabiliser la situation au lieu de la favoriser ». <sup>48</sup> Les autorités italiennes ont rencontré à plusieurs reprises le ministre libyen de l'Intérieur, Emad Trabelsi pour discuter la gestion des flux migratoires et pour répondre aux sollicitations de Dbeibah qui exige « une réelle coopération » avec l'Europe dans tous les domaines. Or, malgré les deux visites effectuées par Abdelhamid Dbeibah à Rome en moins d'un an, le gouvernement de Tripoli décide de ne pas accréditer l'italien Nicola Orlando au poste d'ambassadeur de l'Union européenne (UE), avant de lui accorder l'accréditation quelques jours plus tard, après des négociations.

De plus, la mission de Rome et Bruxelles a été compliquée par le retour des affrontements à Tripoli, en plus de la division libyenne en deux gouvernements. L'exécutif non reconnu par la communauté internationale, contrôle la région « Cyrénaïque » où une route migratoire est ouverte en Méditerranée et empruntée par des migrants originaires d'Égypte, du Bangladesh, du Soudan et de Syrie.

## Conclusion

Les migrants en Libye étaient une force économique clé pour leurs pays, car les fonds qu'ils envoyaient étaient une ressource importante pour les ménages et l'économie nationale. La Libye était considérée comme le pays offrant les meilleures opportunités de travail, permettant aux migrants d'aider leur famille grâce aux envois de fonds et au niveau de vie très bas.

La Libye possédait certaines caractéristiques qui encourageaient un grand nombre de migrants illégaux à entrer dans le pays pour transiter vers l'Europe ; la proximité des rives libyennes jusqu'aux rives du sud de l'Europe, la longueur du littoral méditerranéen de la Libye ce qui rend difficile la surveillance du littoral du pays, tandis



Des migrants continuent de perdre la vie en tentant de traverser la Méditerranée

que ses longues frontières terrestres au sud, à l'est et à l'ouest sont également difficiles à contrôler. D'autres facteurs étaient liés à la Libye sous le régime de Kadhafi, qui adoptait une politique étrangère de portes ouvertes à tous les peuples africains.

Aujourd'hui, après tout ce qu'a vécu le pays, - les conflits et les gouvernements fragiles face à la nature tribale et régionale de la Libye-, le territoire est devenu, depuis 2014, un grand portail de transit pour toute sorte de trafic (armes, drogues, carburant, etc.), et essentiellement pour la migration illégale en provenance d'Afrique subsaharienne vers l'Europe. Une situation qui nécessite d'assumer également la responsabilité en ce qui concerne la réduction des flux migratoires, l'assistance humanitaire d'urgence, le déploiement des patrouilles à la méditerranée, et le respect des traités et accords internationaux concernant la migration. Toutefois, la situation sécuritaire instable en Libye, et l'absence de l'État de droit, rendent ce dossier plus compliqué pour les européens, qui se retrouvent dans l'obligation d'accélérer un accord politique pour garantir la stabilité et empêcher la violation des droits de l'homme par les milices armées. <sup>49</sup>

Pour ce faire, il faut trouver des moyens susceptibles de réformer la sécurité en Libye. Parmi ces moyens, l'adoption d'une nouvelle Constitution expliquant le rôle des autorités sécuritaires et judiciaires, la primauté de droit, la bonne gouvernance et les modalités d'insertion de ces groupes armés dans le nouveau système sécuritaire <sup>50</sup>. De plus, la provision des droits économiques des milices, tout en les rendant disponibles, représente une des solutions de désarmement des individus libyens. Les milices ne s'attachent donc pas à l'armement tant que l'on leur favorise les moyens de vivre et du bien-être <sup>51</sup>.

La mise en place institutionnel et juridique du ministère de l'intérieur en Libye et des forces armées est l'un des défis les plus importants qu'affronte l'institution militaire en s'acquittant de son rôle dans les questions de sécurité qui concerne la Libye actuellement. De plus, l'entente politique entre toutes les parties de la société libyenne et le consensus politique constitueront une étape importante. Il est impensable de voir

les parties libyennes s'attachant à la légitimité de leur position, surtout avec la tendance de la Communauté Internationale à soutenir le gouvernement d'entente nationale. Par ailleurs, les États de la région ont changé leur position, notamment l'Égypte depuis de la deuxième moitié de 2016, lorsque la direction politique égyptienne a accueilli le chef du gouvernement d'entente libyen contrairement à ce qui a été convenu autrefois <sup>52</sup>.

L'UE et ses États membres déploient des initiatives majeures et des financements afin d'éviter que plus de personnes arrivent du côté européen de la Méditerranée. Néanmoins, l'UE et ses États membres devraient également veiller à ce que leurs actions en Libye n'entraînent pas ou ne contribuent pas à des violations des droits de l'homme à l'encontre des réfugiés et des migrants.

Alors que la Libye commence à coopérer dans le domaine de la migration irrégulière avec l'UE, la question de savoir comment concilier le contrôle des migrations et la protection des réfugiés s'avère la plus controversée. Toutefois, les libyens craignent que ce nouvel environnement - qui pourrait signifier un degré plus élevé de contrôle international sur le bilan des droits de l'homme en Libye-, conduit à la violation de la souveraineté du pays. D'où le débat autour de la nécessité de mettre en place un système national relatif aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants en conformité avec les normes internationales des droits de l'homme.

Face aux menaces de la crise migratoire, les pays européens devraient soutenir une institution militaire régulière et légitime qui serait capable de protéger les frontières du pays. Une institution militaire professionnelle est le seul interlocuteur fort dont la hiérarchie empêche ses membres d'être impliqués dans les réseaux du trafic.



Retrouvez toutes les notes et les références bibliographiques de cette analyse en scannant ce QR code.

# La normalisation des relations diplomatiques entre la Libye et Israël : un projet mort-né ?

Par Imen CHAANBI -

Directrice France-Maghreb-Afrique



La Ministre libyenne des Affaires étrangères Najla Mangoush a été suspendue de ses fonctions par le Premier ministre Abdelhamid Dbeiba. Ce limogeage temporaire fait suite à sa rencontre avec le Ministre israélien des Affaires étrangères.

À la suite de cette divulgation, une vague de protestation s'est déclenchée dans plusieurs villes du pays. Les manifestants ont scandé des slogans en faveur de la cause palestinienne. Par ailleurs, des regroupements ont eu lieu devant la présidence du Conseil des ministres ainsi que du Ministère des Affaires étrangères. La classe politique libyenne a à son tour dénoncé cette rencontre considérée comme « une mesure dangereuse » et « une ligne rouge à ne pas franchir »<sup>1</sup>. La réunion n'aurait pas tenu compte « des sentiments du peuple libyen » entraînant ainsi « la violation du droit libyen »<sup>2</sup>. Le conseil municipal de Misurata, et le conseil des notables ont dénoncé cette réunion via un communiqué<sup>3</sup>. Par ailleurs, l'Union des Martyres juge « cet acte comme irresponsable »<sup>4</sup>.

Face à cette contestation générale, le gouvernement libyen a immédiatement suspendu<sup>5</sup> la ministre par Décret et l'a inscrit sur « la liste des personnes non autorisées à sortir du territoire libyen ». Exfiltrée par le service de sécurité intérieure, celle-ci a trouvé refuge à Istanbul. Le gouvernement fragilisé de l'intérieur dément cette version et confirme « être solidaire du peuple palestinien »

Une commission d'enquête destinée à étudier les circonstances de cette rencontre a été créée par le Premier ministre. La ministre sera prochainement entendue par la commission d'enquête. Le Premier Ministre organisera une visite expresse à l'Ambassade de Palestine en Libye pour affirmer « son soutien indéfectible au peuple palestinien ».

## Décryptage de cette rencontre

Deux hauts responsables du gouvernement de Dbeiba ont affirmé que le Premier ministre était au courant des pourparlers entre les deux Ministres des Affaires étrangères. Brahim Dbeiba, conseiller personnel du Premier ministre à l'origine de cette rencontre avait préparé celle-ci et cela, en collaboration avec des personnalités israéliennes<sup>6</sup>.

Le Premier ministre lui avait donné son accord pour l'organisation de cette réunion à Rome. À son retour sur Tripoli, la ministre a immédiatement informé le Premier ministre.

## Objectif de la rencontre :

Cette réunion entre dans le cadre des efforts de médiation des Etats-Unis destinés à encourager la Libye à normaliser ses relations avec Israël.

Pour rappel, les accords d'Abraham signés le 15 septembre 2020 à Washington garantissent la normalisation des relations diplomatiques entre Israël, d'une part, et les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc, d'autre part.

Une première rencontre avait été organisée entre le Premier ministre Dbeiba et le directeur de la CIA William Burns lors de sa venue en janvier dernier à Tripoli. À la suite de cette réunion, le Premier ministre Dbeiba aurait donné « son accord initial pour rejoindre les accords d'Abraham ; mais il « était préoccupé de la réaction populaire ».

## « Une rencontre avant tout culturelle : préserver l'héritage juif libyen »

Le Ministre des Affaires étrangères israélien souhaitait étudier une possible coopération dans l'intention de construire une relation entre les deux pays. L'objectif est avant tout de préserver « l'héritage juif libyen »<sup>7</sup>. Une entente aurait permis de restaurer les synagogues et les cimetières juifs. Le ministre israélien a déclaré dans un communiqué que la « réunion était la première étape dans l'établissement de relations officielles » précisant que « la taille de la Libye et son emplacement stratégique constituent un potentiel pour les deux pays ». La discussion aurait été le théâtre d'une « discussion sur l'histoire ».

Au-delà de ces aspects, l'établissement « d'une coopération et d'aide en matière humanitaire et agricole ainsi que la gestion de l'eau » a été discuté entre les deux ministres des affaires étrangères.

Le secteur de l'agriculture<sup>8</sup>, est actuellement sous-développé en Libye. La connaissance des technologies agricoles israéliennes permettrait au pays de se développer. La gestion de l'eau demeure le principal problème en Libye en raison de la sous-exploitation de la rivière artificielle ainsi que son climat désertique<sup>9</sup>.

## Une rencontre stratégique pour la Libye

Du côté libyen, cette rencontre était un moyen de devancer les actions « politiques » entreprises par Sadam Haftar (fils du maréchal Haftar). En effet, le maréchal Haftar risquant d'être écarté lors des prochaines élections présidentielles<sup>10</sup>, le clan Haftar souhaite assurer sa pérennité « politique » et économique. Sadam Haftar s'est rendu deux



La Ministre des affaires étrangères.

fois en Israël pour demander « une assistance diplomatique et militaire » et, ce en échange d'une normalisation avec l'État Israélien<sup>11</sup>.

À noter qu'Israël présent à l'Est à travers ses partenaires régionaux a fourni des armes et une assistance technique « aux forces militaires » de l'Est<sup>12</sup>.

Avoir Israël comme « soutien et allié » permettrait aux politiciens libyens d'avoir le soutien des Etats-Unis. L'actuel gouvernement libyen a perdu de sa crédibilité et de sa légitimité vis-à-vis des occidentaux en raison du non-respect de la feuille de route<sup>13</sup>. L'organisation de cette rencontre en Italie aurait probablement permis au Premier Ministre d'avoir un soutien de l'Union Européenne mais aussi des Etats-Unis. Mais il aurait surtout permis de délégitimer le clan Haftar<sup>14</sup>. La reconnaissance de l'actuel gouvernement Libyen rendait de facto l'ensemble des actes entrepris par le clan Haftar illégaux mais surtout caducs.

Si le processus de normalisation avec l'État d'Israël avait été poursuivi, le gouvernement israélien ne pourrait négocier qu'avec le gouvernement de Dbeiba.

Au regard de la situation, aucune personnalité politique libyenne ne prendra le risque de reprendre les pourparlers avec l'État d'Israël.

## Les Ministres des Affaires étrangères : boucs émissaires de leur gouvernement ?

**La Ministre des Affaires étrangères : la révolutionnaire venue de la cyrénéique**

Najla Mangoush, juriste de formation est devenu membre du Conseil National de Transition libyen en 2011. En charge de coordonner les villes opposées au régime de Mouammar Kadhafi, elle travaillera principalement dans la résolution du conflit libyen<sup>15</sup>.



Sa nomination imposée in extremis au gouvernement<sup>16</sup> par Aguila Salah<sup>17</sup> a été mal pris par la classe politique libyenne. Première femme libyenne à occuper ce poste, la ministre a été critiquée pour ses prises de position « *pro-occidentales* » voir « *pro-américaines* ». Elle milite activement pour l'application de la feuille de route des Nations Unies dont la mise en place d'élections libres ainsi que le désarmement des milices.

Son manque de nationalisme et ses critiques à l'égard du premier ministre durant les réunions ont précipité sa chute. Cette manœuvre politique du Premier ministre libyen lui a permis de se débarrasser d'une ministre jugée « *trop active* » et pas assez « *nationaliste* ».

Ciblée à plusieurs reprises par certaines milices, elle bénéficiait d'une protection renforcée des services de sécurité intérieurs.

### **Le Ministre des Affaires étrangères israélien : artisan de la paix**

Eli Cohen a été nommé Ministre des Affaires étrangères le 29 décembre 2022. Impliqué dans les efforts de normalisation avec les pays arabes et africains, il avait organisé la première délégation officielle israélienne à Khartoum.

Face à la contestation populaire et d'une partie de la classe politique israélienne, le gouvernement israélien dénonce « *une erreur diplomatique* » et, ce pour avoir rendu publique cette rencontre. Après avoir démenti dans un premier temps la connaissance de cette rencontre, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a publié mardi une « *directive exigeant que toutes les réunions diplomatiques secrètes devraient être approuvées par son bureau* »<sup>18</sup>.

Merav Michaeli, la cheffe d'Avoda, a estimé quant à elle que Cohen « *devait démissionner* ». Qualifié « *d'irresponsable et d'amateur* », son action risque de « *dissuader les pays d'entreprendre un*

*processus de normalisation avec l'État Israélien*<sup>19</sup>».

Par ailleurs, selon des sources gouvernementales israéliennes, le Ministre israélien aurait causé de graves dégâts dans la diplomatie israélienne et, a « *brûlé un pont en cours de construction*<sup>20</sup> ». La médiatisation de cette rencontre aurait pu être évitée en imposant la censure militaire<sup>21</sup>.

### **Une rencontre prématurée...**

Ce canal de communication établi par les États-Unis décrédibilise l'image du gouvernement de Netanyahu qui n'a pu maîtriser son administration. Tout d'abord, la règle de Chatham house principe directeur de la diplomatie souterraine a été bafouée<sup>22</sup>. Cet écart diplomatique est vivement critiqué par l'administration du président Biden qui voit « *un amateurisme* ». L'administration américaine « *espérait la discrétion de cette rencontre* ».

Ensuite, les États-Unis de retour dans l'économie libyenne souhaitent garder de bonnes relations avec les parties prenantes libyennes. Préserver les sociétés américaines pétrolières sur le sol libyen est une priorité. Il convient de rappeler que la NOC (national Oil corporation) et les sociétés américaines (Halliburton et Honeywell International) sont entrain de négocier un contrat à hauteur de 1,4 milliards de dollars. Halliburton pourrait reconstruire le champ pétrolier de Al Dhara dans le bassin de Syrte. Honeywell quant à elle construirait une raffinerie dans le sud-est de la Libye.

Les échanges commerciaux ont augmenté de façon significative. À titre d'exemple, les exportations de produits agricoles et alimentaires représentent 41, 55 millions de dollars<sup>23</sup>. Le marché libyen représente une opportunité pour les entreprises américaines, en particulier dans les secteurs pharmaceutiques et automobiles.

Au-delà des aspects énergétiques, le Fezzan est un point stratégique pour les États Unis. En effet, le Fezzan est une porte d'entrée sur le Sahel et, une potentielle base arrière de repli pour les Etats-Unis<sup>24</sup>.

### **...Mais Ad impossible nemo tenetur<sup>25</sup>**

L'hostilité de la population libyenne à l'égard de cette rencontre est susceptible de dissuader certains pays arabes déjà fragilisés de l'intérieur d'entamer, voire de continuer les pourparlers avec Israël<sup>26</sup>.

Les printemps arabes ont révélé que les changements de gouvernements pouvaient entraînés la dénonciation d'accords ou de traités bilatéraux<sup>27</sup>.

Pour les pays arabes, les conditions de normalisation des relations avec Israël sont soumises à la résolution du conflit israélo palestinien<sup>28</sup>. Si Mouammar Kadhafi avait proposé l'union des deux pays par la création de « *Isratine*<sup>29</sup> », les négociations semblent au point mort.

Le gouvernement de Dbeiba fragilisé ne prendra plus le risque d'organiser une quelconque rencontre avec Israël. Il faudra donc attendre les prochaines élections libyennes et ce, pour éviter un « *Printemps arabe bis* ».

En parallèle, Israël pourrait demander aux pays du Golfe de servir d'intermédiaires dans le processus de normalisation des relations avec la Libye... sauf que tous ces pays ont eux aussi des intérêts stratégiques sur ce pays...

Qui prendra ce risque ?

<sup>1</sup>Source Eanlibya « La défense et le soutien du peuple palestinien quant à la revendication de leurs droits »

<sup>2</sup>La loi de 1957 interdit toute relation avec Israël

<sup>3</sup>Communiqué du 27 août 2023- le conseil a appelé le gouvernement à ne pas porter atteinte aux valeurs et constantes nationales

<sup>4</sup>« Les partisans de cette rencontre doivent comparaître devant la justice » - Source libya news agency

<sup>5</sup>Décret de suspension de la ministre N°368- du 28 août 2023

<sup>6</sup>Source libyenne -depuis le début de l'année, 7 israéliens se seraient rendus sur Tripoli dans le cadre de la préparation de cette rencontre

<sup>7</sup>En 2017, le Président de l'Association des juifs libyens – Raphaël Luzon avait organisé une réunion sur l'île grecque de Rhodes entre les délégations libyennes et israéliennes

<sup>8</sup>Sous le régime de Kadhafi, un plan quinquennal avait été lancé afin de développer l'agriculture et de diversifier l'économie.

<sup>9</sup>90% du territoire

<sup>10</sup>Double nationalité : libyenne et américaine

<sup>11</sup>Novembre 2021 : réunion secrète avec des responsables israéliens au cours de laquelle il aurait proposé « d'établir des relations diplomatiques » entre les deux pays en échange du soutien d'Israël, selon le quotidien Haaretz.

<sup>12</sup>New Arab 2020 : cinq lance-roquettes israéliens aux forces de Haftar. Selon ce site d'informations basé à Londres, les Émirats arabes unis avaient précédemment envoyé des drones, des fusils et des équipements de vision nocturne israéliens à l'armée nationale libyenne. Israël aurait aussi formé les forces de Haftar aux combats urbains.

<sup>13</sup>Une feuille de route pour l'organisation des élections en Libye dans un délai de 18 mois a été mise en place en novembre 2020 et, ce sous la supervision de la conseillère spéciale auprès des Nations Unies Stéphanie Williams

<sup>14</sup>L'objectif est de mettre le fils Haftar hors course

<sup>15</sup>Au sein de l'Institut des États-Unis pour la paix, en Libye jusque fin 2011 puis à Washington jusque fin 2014. Elle a repris ses études au « Center for Justice and Peacebuilding (CJP) de l'Eastern Mennonite University (en) à Harrisonburg ». Elle finalisera son doctorat à l'Université Georges Mason en Virginie. Elle travailla à l'Ambassade du Qatar aux Etats-Unis.

<sup>16</sup>Le 5 février 2021, Abdelhamid Dbeiba est choisi par le Forum de dialogue politique libyen (LPDF) et parrainé par l'ONU pour succéder à Fayez el-Sarraj au poste de Premier ministre de Libye

<sup>17</sup>Président de la chambre des représentants de Libye

<sup>18</sup>Source: « the times of Israël »

<sup>19</sup>Source: « The times of Israël »

<sup>20</sup>Source : « The times of Israël »- Selon un responsable de l'agence de renseignement israélienne

<sup>21</sup>Dans le cas des informations potentiellement sensibles au sujet des États avec lesquels Israël n'entretient pas de liens au grand jour

<sup>22</sup>Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants. »

<sup>23</sup>Année 2022- <https://www.fas.usda.gov/regions/libya>

<sup>24</sup>Présence des russes – milices Wagner- en soutien aux troupes de Haftar et des séparatistes soudanais

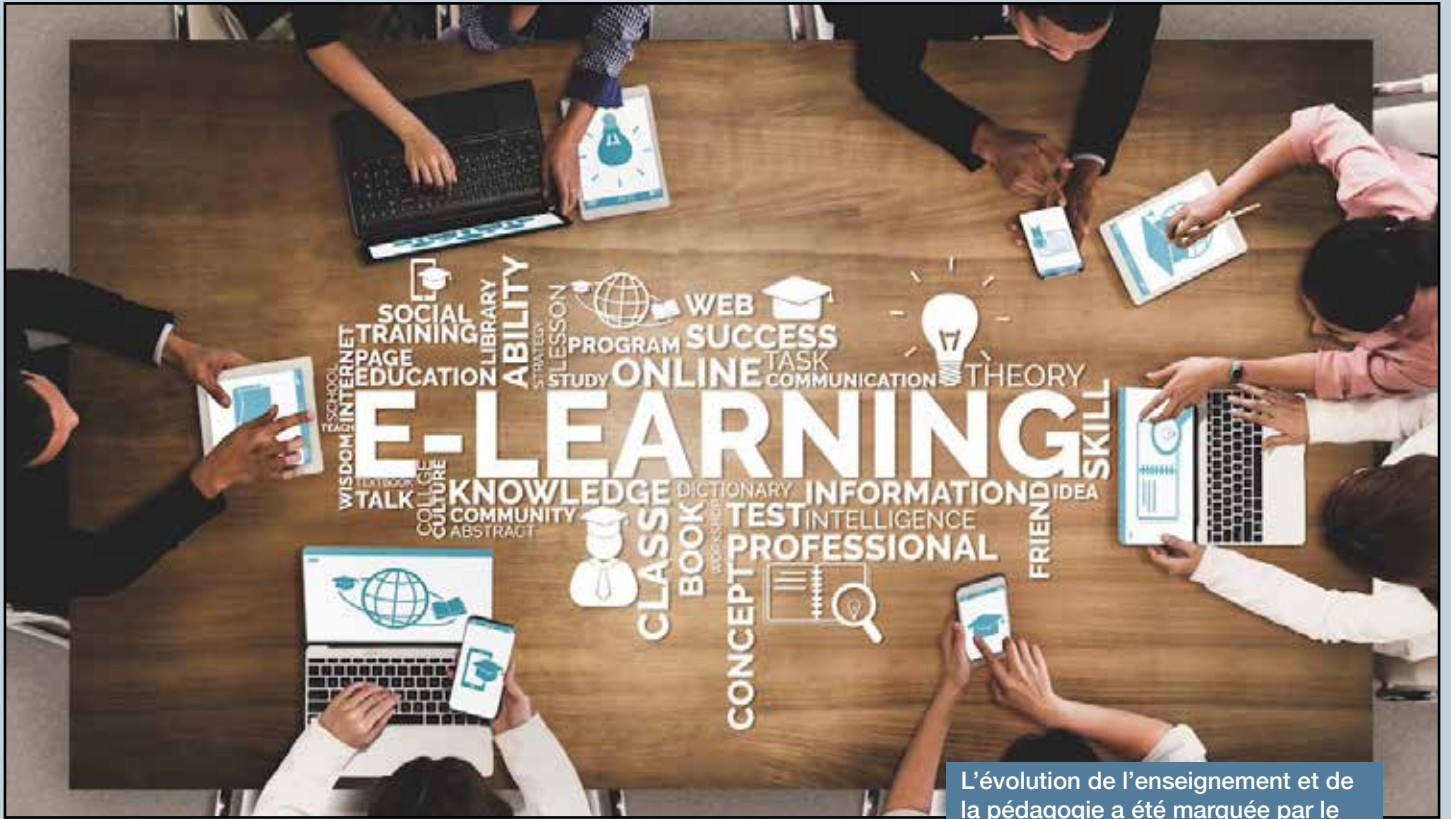
<sup>25</sup>À l'impossible nul n'est tenu (allocation latine)

<sup>26</sup>La diplomatie souterraine et les échanges à travers des acteurs de la société civile ont toujours eu lieu entre Israël et les pays arabes

<sup>27</sup>Après la chute de Kadhafi, le conseil national de transition avait dénoncé plusieurs accords signés entre le gouvernement libyen et certains pays (économique...)

<sup>28</sup>Application des résolutions des Nations Unies dont la 242

<sup>29</sup>Le livre blanc – Isratine- « État unique pour les palestiniens et les juifs » - <https://viedelivre.fr/2019/10/02/isratine-le-livre-blanc-de-qadhafi/>



L'évolution de l'enseignement et de la pédagogie a été marquée par le numérique.

ETUDE

# Les défis du e-learning dans le monde Arabe. Le cas de la Tunisie

Par Thouraya DAOUAS

Docteur en informatique - IHEL Carthage



L'enseignement, au cours de son parcours, a eu plusieurs évolutions. Les acteurs de l'enseignement ; enseignant(e)s, étudiant(e)s, directeur(ices), etc. ont dû affronter des possibilités de changements énormes durant les deux dernières décennies. C'est des changements qui impliquent fortement l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, mais surtout, qui impliquent les niveaux culturel, relationnel et émotionnel de l'être humain.

L'enseignement a commencé à voir du changement numérique en l'an 2000, c'est à cette date que l'on a commencé à parler du « eLearning » ; le premier terme employé. La pédagogie a été le centre d'intérêt et toutes les recherches effectuées étudiaient la meilleure utilisation des TIC, comme outils, pour une amélioration de la pédagogie.

Ces recherches qui avaient besoin d'être appliquées ont rencontré surtout une réticence de la part des enseignants en premier, pour diverses raisons. Les années passent et voilà que 20 ans après, tout le monde s'y met.

L'évolution de l'enseignement et la pédagogie a été marquée par le numérique et ceci à travers plusieurs étapes.

Cas de la Tunisie : Un pays qui a participé au premier programme eLearning organisé par

l'Union Européenne en partenariat avec la Ligue Arabe, entre les années 1996 et 2000, à l'Ecole Euro Arabe de Management à Grenade en Espagne.

Un parcours caractérisé par une relation tirillée de l'Enseignement avec le Digital ; entre l'envie d'être précurseur dans le domaine et la réticence vis-à-vis du changement.

**Mots Clés : Evolution du eLearning, Changement, Réticence, Obligation.**

L'enseignement a commencé à voir du changement numérique en l'an 2000, c'est à cette date que l'on a commencé à parler du « eLearning » ; le premier terme employé.

Quand on parle d'enseignement, on parle nécessairement de pédagogie. En effet, ces deux termes sont indissociables et l'enseignant est généralement évalué par la qualité pédagogique

utilisée. La pédagogie a toujours été le premier centre d'intérêt et toutes les recherches effectuées étudiaient la meilleure utilisation des TIC, comme outils, pour une amélioration de la pédagogie.

Si le changement a été toujours qualifié de difficile, que dirait-on de celui de l'enseignement, qui paraît bien plus complexe, car il traite avec l'esprit et la mentalité de l'humain.

## 1. Etapes d'évolution des outils

L'évolution de l'enseignement et de la pédagogie a été marquée par le numérique et ceci à travers plusieurs étapes. Cette évolution était caractérisée par l'avènement d'Internet, une technologie qui a bouleversé tous les domaines sur tous les plans. Ainsi, il est judicieux de citer les étapes d'évolution en tenant compte de cette technologie.

## 1.1. Avant Internet

Depuis bien des années avant Internet, l'enseignement a été associé au tableau noir et à la craie. Le tableau noir est l'invention de l'écossais James Pillans en 1801. C'était l'outil qui facilitait la transmission des connaissances pour un groupe d'apprenants. Ces derniers devaient noter tout ce qui était écrit sur ce tableau, une fois rempli, pour permettre à l'enseignant de l'effacer afin d'utiliser le même tableau pour continuer ses explications. Ce n'est qu'aux années 1960 que le tableau vert est apparu, il a été considéré une évolution pour un meilleur confort des yeux, bien que le noir ait continué à fonctionner. Par la suite, l'idée du tableau blanc à stylos est venue de la part du photographe coréen Martin Heit, comme une alternative au tableau noir. [1]

Jusqu'à là le tableau est resté l'outil nécessaire pour enseigner. Durant les années 1990, le rétroprojecteur est apparu ; un outil qui remonte au XVII<sup>ème</sup> siècle et qui a été utilisé dans l'enseignement au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle [2]. Le rétroprojecteur facilitait la projection de textes ou de schémas écrits sur des feuilles transparentes et évitait à l'enseignant de devoir réécrire la même leçon plusieurs fois sur le tableau, dépendamment du nombre de groupes d'élèves différents.

Avec l'avènement des technologies numériques ; ordinateurs et suites bureautiques, les universités et les écoles ont commencé à adopter les vidéoprojecteurs pour montrer des présentations, des vidéos éducatives et d'autres contenus visuels en classe. Ceci a présenté une grande évolution, vu que le vidéoprojecteur est lié à l'ordinateur et permet de projeter plus qu'un texte fixe, sinon des textes et des animations, qui peuvent être modifiés pour de prochaines utilisations.

## 1.2. Après Internet

Avec l'arrivée d'Internet, l'utilisation des outils technologiques dans l'enseignement a vu plusieurs évolutions selon des étapes clés.

### Messagerie électronique

La messagerie électronique a été l'une des premières technologies à influencer l'enseignement. Les enseignants et les apprenants ont commencé à communiquer par courrier électronique, ce qui a facilité les discussions en dehors des heures de cours, a permis un échange plus rapide d'informations et surtout l'envoi des cours sous un format numérique. C'était le point de départ vers la dématérialisation des documents en papier et vers l'enseignement en dehors des classes.

Néanmoins, le fait d'utiliser la messagerie électronique ne présentait pas que des avantages. En effet, un des inconvénients le plus expérimenté par un enseignant était lorsqu'il créait une adresse électronique pour un groupe d'apprenants et que chacun des apprenants de ce groupe avait les mêmes codes d'accès à ce compte. Les apprenants, en accédant au compte, pourraient intentionnellement, ou pas, effacer le contenu du message avec ses fichiers attachés. Ils priveraient ainsi leurs camarades de l'accès à l'information envoyée par l'enseignant. Pour résoudre ce problème, chaque apprenant devait avoir sa propre adresse et l'enseignant devait envoyer le même message à tous les apprenants. Or, au départ, les outils de messagerie électronique n'étaient pas assez développés pour le permettre.

### Plateforme de partage de contenu

Avec le développement d'Internet aux début des années 2000, des plateformes d'hébergement de fichiers et de partage en ligne ont émergé. Les enseignants ont commencé à téléverser des

documents, des présentations et des ressources éducatives pour que les apprenants puissent y accéder à distance. Cela a ouvert la voie à un accès plus facile aux matériaux pédagogiques et a résolu définitivement le problème de sécurité des documents et des informations déposés dans ces espaces.

### Plateforme d'enseignement en ligne

Entre 2000 et 2010, les plateformes d'enseignement en ligne, en anglais Learning Management Systems (LMS) sont apparues pour fournir des espaces numériques complets avec des fonctionnalités pour la gestion des cours. Les enseignants ont pu téléverser des ressources, créer des devoirs en ligne, gérer les calendriers et les discussions, ainsi que suivre les progrès des apprenants. Un exemple de plateforme, « Moodle » dont la première version est sortie en 2002 par Martin Dougiamas, fondateur et PDG de Moodle<sup>1</sup>.

Les plateformes d'enseignement en ligne ont continué à évoluer pour offrir des expériences d'apprentissage plus interactives et personnalisées. Des fonctionnalités telles que les vidéos interactives, les quiz en ligne, les salles de classe virtuelles et l'analyse des données d'apprentissage ont été intégrées pour améliorer l'engagement des apprenants et les performances pédagogiques.

### Application Mobile

A partir des années 2010 et avec l'arrivée des smartphones et des tablettes, la voie a été ouverte pour les applications mobiles spécifiquement conçues pour l'enseignement. Ces applications couvrent une gamme d'utilisations, allant des dictionnaires électroniques, aux applications d'apprentissage des langues et aux simulateurs interactifs. En parallèle, le Web 2.0 a introduit une ère d'interactivité et de collaboration en ligne. Les blogs, les wikis, les forums, les réseaux sociaux, et d'autres outils ont permis aux enseignants et aux apprenants de créer du contenu, de collaborer sur des projets, et d'interagir au-delà des frontières physiques de la classe.

### Web 2.0

Les versions du Web sont utilisées pour décrire différentes phases de l'évolution d'Internet et des

technologies web.

Vers la fin des années 1990 et le début des années 2000, le Web 2.0 interactif et collaboratif est venu après le Web 1.0 qui est statique. Il a introduit une transformation significative en mettant l'accent sur l'interactivité, la collaboration et la participation des apprenants et des enseignants.

### Intelligence Artificielle

L'intégration de la réalité virtuelle et la réalité augmentée a commencé à se concrétiser peu à peu pour trouver une place dans l'enseignement, offrant des expériences immersives pour la compréhension de concepts complexes. Avec ces expériences et jusqu'à aujourd'hui, les apprenants peuvent explorer des environnements virtuels ou encore superposer des informations numériques sur le monde réel pour une meilleure compréhension.

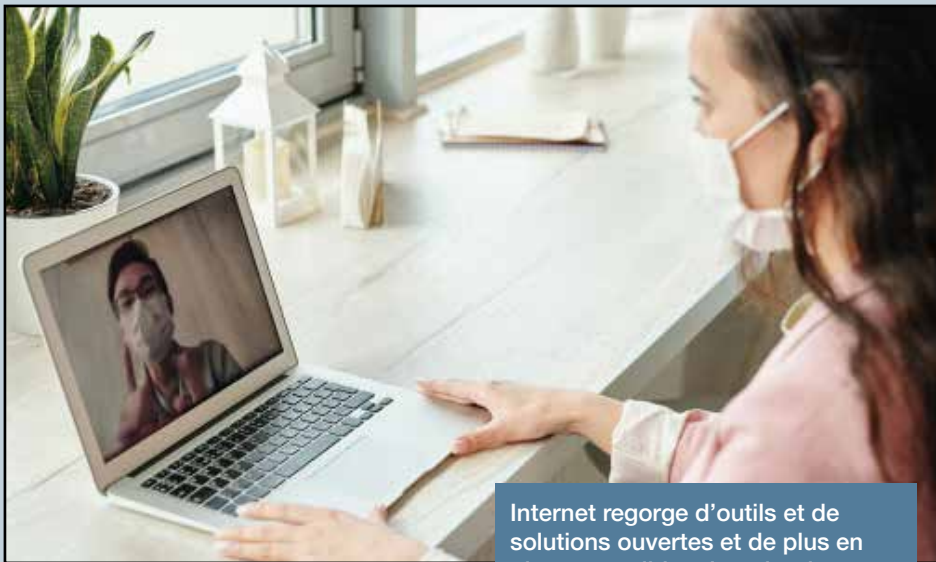
Plus récemment, des évolutions à pas de géants ont eu lieu dans l'Intelligence Artificielle avec la réalisation du « ChatGPT ». Cet outil créé par OpenAI<sup>2</sup> œuvre dans tous les domaines, en l'occurrence dans le domaine de l'enseignement, il présente actuellement une attraction très forte de la part des apprenants, que ce soit pour la rédaction de leurs mémoires de fin de projet, ou pour codifier leurs programmes informatiques, ou encore pour imprimer les dessins et tableaux artistiques les plus sophistiqués. Il a également l'intérêt des enseignants pour la préparation et la structuration de leurs cours. A présent, beaucoup de questionnements existent quant à son utilisation, chargés d'appréhension et d'inquiétude pour le futur de l'enseignement et du métier de l'enseignant, qui est également en train de subir des transformations.

Nous parlons donc du Web 3.0, appelé aussi Web Sémantique, visant à rendre le Web plus intelligent.

Ainsi, l'évolution des outils technologiques dans l'enseignement a été marquée par une progression constante de la communication, de la collaboration, de la personnalisation et de l'immersion. Des technologies de plus en plus sophistiquées continuent à transformer la manière dont les enseignants enseignent et dont les apprenants apprennent.



Plus récemment, des évolutions à pas de géants ont eu lieu dans l'Intelligence Artificielle avec la réalisation du « ChatGPT ».



Internet regorge d'outils et de solutions ouvertes et de plus en plus accessibles du point de vue utilisabilité.

## 2. Evolution dans les utilisations

Marquée par une réticence de la part des enseignants, l'évolution dans l'utilisation des technologies dans l'enseignement a quand même continué son chemin. Cela va sans dire que la réticence qui a toujours existé est due aux changements importants causés par l'évolution des outils technologiques. Sur ce sujet, plusieurs recherches se sont penchées sur l'étude des raisons de la réticence des enseignants pour expliquer pourquoi certains parmi eux peuvent être hésitants à adopter pleinement les technologies dans leurs pratiques pédagogiques. [3] [4]

Parmi les raisons de la réticence des enseignants :

- le manque de familiarité, vu que plusieurs enseignants n'ont pas été formés spécifiquement à l'utilisation des technologies dans l'enseignement, ce qui peut susciter un sentiment de frustration et d'insécurité ;
- les changements dans les méthodes d'enseignement traditionnels, entraînés par l'introduction des technologies, qui peuvent provoquer des craintes de perturbations dans leurs routines et une remise en question de leurs compétences pédagogiques ;
- les problèmes techniques et les difficultés d'utilisation, peuvent décourager les enseignants et les amener à éviter d'utiliser la technologie ;
- le temps nécessaire pour se former aux technologies peut donner aux enseignants un sentiment d'être submergés par les exigences de leurs emplois du temps déjà chargés ;
- la crainte que l'utilisation excessive de la technologie ne réduise l'interaction humaine en classe ou ne diminue l'attention des apprenants et que cela compromette la qualité de l'enseignement ;
- le fossé que peut créer le numérique entre les apprenants ayant un accès aux technologies et ceux qui n'ont pas et
- la résistance de la part de la direction qui peut exister dans certains établissements et qui empêche les enseignants désireux du changement d'introduire des méthodes nouvelles utilisant les technologies.

Ceci étant, de nombreux enseignants essayent de surmonter ces obstacles en participant à des formations, en assistant à des séminaires de recherche et des conférences et en échangeant des expérimentations avec leurs collègues.

## 3. Confinement : occasion inespérée ou illusion !

La pandémie de COVID-19 a forcé les établissements d'enseignement à adopter l'apprentissage en ligne à grande échelle. Cela a accéléré l'utilisation des outils technologiques et ceci, des plateformes LMS jusqu'aux logiciels de visioconférence, afin d'assurer la continuité de l'enseignement malgré les contraintes physiques et temporelles.

Ainsi, du jour au lendemain, des propositions et des initiatives ont commencé à voir le jour. Certaines étaient intéressantes et de qualité. Mais puisque le facteur temps était très important, plusieurs établissements et enseignants ont, tant bien que mal, essayé de poursuivre les enseignements, même au dépend de la qualité pédagogique. Il leur a suffi d'ouvrir une Webcam où de l'autre côté se trouvaient leurs apprenants, pour « croire » qu'ils étaient en train d'assurer leur leçon.

En fait, on ne pouvait pas se permettre d'attendre le déploiement de projets qui nécessiteraient certainement une étude financière et une étude du marché et qui obligerait les enseignants et les apprenants à se former. En attendant, le temps et le virus continuaient leurs chemins. Ainsi les tentatives étaient justifiables. En même temps, il fallait prendre les choses avec simplicité et facilité ; surtout que le monde numérique le permet.

Oui le numérique le permet, car Internet regorge d'outils et de solutions ouvertes et de plus en plus accessibles du point de vue utilisabilité. Il était inutile, même durant des conditions « normales » d'utiliser des plateformes sophistiquées pour pouvoir continuer à assurer son cours. Effectivement, selon le besoin il y avait toujours un outil qui répondait.

Passée la période de la pandémie, la suite a varié selon les pays et les régions. Il y a ceux qui ont profité de cette situation pour poursuivre avec des programmes bien étudiés et des stratégies et des réformes, qu'ils ont appliquées d'une manière généralisée pour tous leurs établissements. Il y a également ceux qui ont repris immédiatement après la pandémie, leurs anciennes habitudes, trouvées certainement plus faciles et plus accessibles.

Le résultat actuel est qu'un « gap » ne cesse

de s'agrandir au niveau de l'enseignement avec le digital, entre ces différents pays et régions. De plus, l'évolution ne cesse d'avancer et les méthodes d'enseignement d'avant, ne peuvent plus être appliquées dans un monde de machines intelligentes et connectées.

Que peuvent faire ces pays pour rattraper le train de l'évolution dans l'enseignement ? C'est sûrement pour répondre à cette question que les recherches et les expérimentations se poursuivent.

## 4. Premier Programme eLearning Euro Arabe (EAMD)

Le programme Euro Arab Management Diploma (EAMD) a été une des premières initiatives, si ce n'est la première, dans l'enseignement pour commencer à parler du eLearning dans le monde Euro Arabe. En effet, « eLearning » pour electronic Learning, est un terme venu des états unis qui signifie l'apprentissage électronique.

Au cours des années 1990, l'Union Européenne en partenariat avec la ligue arabe, ont préparé un programme de formation des formateurs pour les enseignants universitaires des pays Euro Arabe. Il s'agissait d'un Master de 5 modules, chacun d'une durée de 3 semaines, à la Escuela Euro Arabe de Negocios (Euro Arab Management School-EAMS en anglais), dans la ville de Grenade en Espagne, choisie pour sa multiculturalité ainsi que sa riche histoire durant les siècles précédents. Le Master était en anglais, la langue commune à tous les pays partenaires Européens et Arabes, où les enseignants apprenaient les nouvelles méthodes en utilisant une plateforme en ligne avec les outils technologiques permettant d'avoir la bonne qualité pédagogique. Parmi les apprentissages, les enseignants apprenaient comment préparer une leçon, comment préparer des exercices d'évaluation, comment déposer les leçons et les exercices, comment tutorer les apprenants, etc. sur la plateforme en ligne.

Les cours de ce Master étaient assurés par une sélection des meilleurs professeurs Euro Arabes du domaine de Management et le travail demandé nécessitait des efforts intensifs, afin de garantir la qualité pédagogique de l'enseignement à délivrer selon le nouveau mode appelé Hybride ou Mixte<sup>3</sup>. Les enseignants qui ont suivi ce Master ont été sélectionnés par leurs universités et ont dû faire ce Master tout en continuant à assurer leurs cours en classe dans leurs pays. Ils ont dû faire des va-et-vient entre Grenade et leurs pays respectifs et en rentrant chez eux, ils devaient rattraper leurs séances de cours avec leurs étudiants.

Une fois les sessions de formations terminées, les enseignants ont eu le titre de Tuteur EAMS et ce programme devait être appliqué dans les universités des pays partenaires, pour enseigner aux Chefs et Directeurs toutes les fonctionnalités qui existent dans une entreprise. L'enseignement devait se faire à distance durant toute la semaine avec une séance hebdomadaire en présentiel. Chaque Tuteur aurait sous sa responsabilité un groupe de Chefs d'entreprises à tutorer, à suivre à travers la plateforme, durant la semaine et à voir en présentiel une fois par semaine.

En l'an 2000, l'Union Européenne a commencé à préparer le passage à l'enseignement dans les Universités partenaires et elle s'est proposée de financer les 2 premières années de démarrage du programme.

Pendant cette période, ce mode d'enseignement n'était pas du tout connu par le monde Euro Arabe, pas même par les universités partenaires qui ont signé un contrat de partenariat pour



appliquer le programme EAMD chez elles. Par conséquent, à part 2 pays ; la Tunisie et l'Italie aucun autre pays n'a pu appliquer ce programme.

## Cas de la Tunisie

La Tunisie était parmi les premiers pays à participer dans le EAMD avec ses voisins du Maghreb ; l'Algérie et le Maroc.

## Participation Tunisienne

Trois institutions universitaires Tunisiennes ont signé le contrat de partenariat en question. Parmi les clauses de ce contrat, l'établissement partenaire devait envoyer ses enseignants pour suivre le Master pour être formés. Il devait également appliquer le programme, une fois toutes les sessions du Master sont terminées.

La sélection des enseignants se faisait conjointement par le Directeur de l'établissement universitaire qui les proposait et par le Directeur de EAMS, suite à un entretien qu'il faisait avec chacun des enseignants.

La Tunisie a participé dans ce programme durant 4 années successives avec 5 enseignants ; à savoir avec une enseignante de l'Université de Tunis en 1997, une deuxième enseignante de l'Université de Tunis en 1998, Une enseignante de l'Université de Carthage en 1999 et deux enseignants de l'Université de Sfax en 2000.

Les enseignants ont réussi brillamment leur Master et étaient enthousiastes pour appliquer ce qu'ils ont appris, au sein de leurs établissements respectifs. Sauf qu'il s'agissait de l'an 2000 et à cette date-là, le mot « eLearning » représentait un terme méconnu, très ambitieux et son application était considérée de la science-fiction.

## Après la formation

La Tunisie avait un avantage supplémentaire par rapport aux autres pays qui était le fait que le Directeur de EAMS était Tunisien ; Pr. Tawfik Jelassi<sup>1</sup> et il était très motivé pour faire le nécessaire afin d'appliquer le programme en Tunisie.

Une fois les sessions de Master terminées, La direction de EAMS avec l'appui de l'Union Européenne et de la Ligue Arabe, ont contacté les différents établissements Euro Arabes partenaires et parmi eux les 3 établissements Tunisiens, qui ont signé le partenariat et qui ont envoyé des enseignants. Bien qu'ils aient signé le partenariat, les directeurs des établissements étaient dans l'incapacité d'héberger le programme dans leurs établissements, car ceci ferait « une révolution dans l'enseignement », selon les termes de l'un des directeurs. En plus, les directeurs n'avaient pas le pouvoir de faire des changements dans le système d'enseignement universitaire.

Suite à ce désagrément, Le Directeur Tunisien de EAMS et les enseignants formés se sont dirigés vers le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour exposer la nouvelle idée apportée par ce programme et les perspectives intéressantes qu'elle possède pour le future de l'enseignement et la pédagogie. Malheureusement, la réaction était semblable à celle des directeurs des établissements et il était clair que l'application de ce programme précurseur est prématurée.

## L'adoption du programme

L'institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE)<sup>5</sup>, un Think Tank économique qui œuvre dans le secteur privé, s'est aperçu que ce programme n'a pas pu être appliqué au niveau des universités



En 2006, un premier congrès eLearning a été organisé par une Unité de Recherche de Management et d'Organisation, de l'Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage.

étatiques et s'est aperçu surtout, que l'Union Européenne finançait les 2 premières années de son application.

L'IACE s'est proposée auprès de EAMS pour héberger ce programme, d'autant plus qu'elle forme un réseau des entreprises tunisiennes. Sa proposition a été acceptée par EAMS et également par les enseignants tuteurs formés, en considérant que c'est une opportunité pour enfin appliquer le programme EAMD.

Par conséquent, le programme EAMD a été appliqué pour 3 promotions de 2000 à 2003 pour des Chefs de départements et Directeurs de Banques et d'une compagnie de Pétrole.

Le programme délivré en anglais, était organisé selon le mode hybride avec un travail en continu à travers la plateforme en ligne de EAMS et avec une séance hebdomadaire en mode présentiel avec les tuteurs dans les locaux de l'IACE. L'enseignement et le tutorat se sont bien déroulés durant deux années, grâce au financement de l'Union Européenne. Néanmoins, à partir de la 3ème promotion, l'IACE a eu des difficultés à trouver de nouveaux apprenants et le programme s'est arrêté par la suite.

## L'enseignement et le Digital en Tunisie

En 2002 l'enseignement en Tunisie a vu la création de l'Université Virtuelle de Tunis (UVT)<sup>6</sup>, un établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le rôle principal est de s'occuper de tous les enseignements en ligne et à distance pour toutes les Universités Tunisiennes. Sa création était accompagnée par l'ouverture d'une nouvelle porte vers l'utilisation des TIC dans l'enseignement.

Afin d'impliquer toutes les Universités, parmi ses premiers programmes était l'organisation de la Certification en Informatique et Internet (C2i) avec la collaboration de l'Université française d'Avignon. Cette certification était enseignée pour tous les étudiants en premières années de leurs licences et les enseignants de la C2i devaient être certifiés également.

L'UVT poursuit son travail jusqu'à ce jour avec pour mission le développement des cours et des programmes universitaires d'enseignement en ligne. En plus, elle dispense à des étudiants des enseignements professionnalisants adaptés aux besoins de l'environnement économique, social, national et international.

En 2006, un premier congrès eLearning a été organisé par une Unité de Recherche de Management et d'Organisation, de l'Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage. Intitulé « Journée eLearning », ce congrès a rassemblé des chercheurs universitaires d'un côté et des professionnels d'un autre ; tous travaillant dans le domaine du eLearning. Cette première journée a été une occasion pour faire connaître les recherches effectuées, les méthodes proposées à cette date pour l'enseignement utilisant le Digital ainsi que les acteurs ; enseignants, chercheurs et chefs d'entreprises, qui ont déjà commencé à explorer ce domaine.

Depuis ces dates au tout début des années 2000, il y a eu plusieurs tentatives séparées de programmes d'enseignement, proposant des utilisations et méthodes afin de profiter plus du Digital dans la pédagogie et l'enseignement.

Avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19, les espoirs pour instaurer un système généralisé d'enseignement utilisant le Digital, ont fleuri. En effet durant le confinement, le Ministère a donné l'accord pour l'utilisation des outils en ligne pour poursuivre les enseignements. Sauf qu'il n'y avait pas une stratégie claire et structurée que les établissements pouvaient appliquer. Bien au contraire, le Ministère a donné la liberté à chaque établissement de faire comme le décide son conseil scientifique et dès que le confinement est terminé, plusieurs établissements ont ordonné la reprise des classes de manière habituelle et classique.

## Conclusion

Actuellement, l'enseignement a une relation, quelque peu hésitante avec l'utilisation des TIC et du Digital en général. Il y a une réelle attente de la part des tunisiens d'une réforme générale, qui soit bien structurée, à appliquer, non seulement dans l'enseignement, mais dans tous les secteurs. C'est seulement ainsi que nous pourrions espérer rattraper le « gap » et suivre le virage du Digital.

<sup>1</sup><https://moodle.com/fr/sur/lhistoire-de-moodle>

<sup>2</sup><https://openai.com/>

<sup>3</sup>L'enseignement hybride ou mixte rassemble des séances à distance en ligne avec des séances en présentiel.

<sup>4</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/Taoufik\\_Jelassi](https://fr.wikipedia.org/wiki/Taoufik_Jelassi)

<sup>5</sup><https://iace.tn/>

<sup>6</sup><https://www.uvt.rnu.tn/>

## Références

[1] OfficeEasy Experts en Outils de Communication, Guides TBI Tableau Blanc Interactif : Définition, Web : <https://www.officeeasy.fr/guides/>.

[2] Wikipedia, Rétroprojecteur, Web : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Rétroprojecteur>.

[3] DA Abrahams. Technology adoption in higher education: A framework for identifying and prioritising issues and barriers to adoption of instructional technology. Journal of Applied Research in Higher Education - Journal of Applied Research in Higher Education, 2010 - [emerald.com](http://emerald.com).

[4] N Pongsakdi, A Kortelainen, M Veermans. The impact of digital pedagogy training on in-service teachers' attitudes towards digital technologies, and Information technologies, 2021 – Springer.

# L'énigme haïtienne

La perle des Antilles. La première république noire libre du monde. Un site tellement enchanteur qu'Haïti devient le premier site d'une compagnie internationale offrant des vacances de rêves. Qu'est donc devenu le quotidien de la population haïtienne avec ce passé si prometteur mais qui semble maintenant si lointain ! La gouvernance de ce pays offre un élément de réponse assez précis, tout au moins pour la période « post Duvalier »<sup>1</sup>.



En effet, depuis l'ère Duvalier, il semble que les politiciens haïtiens s'accommodent facilement du jeu de la chaise musicale. Les élus jouissent rapidement des privilèges de leurs postes sans pour autant compléter la durée normale de leur mandat<sup>2</sup> ; cette situation provoque un manque évident de stabilité permettant l'énoncé de politiques claires et surtout du suivi de la mise en œuvre de ces politiques. Le manque de continuité au niveau des politiciens de haut niveau rend difficile la découverte d'interlocuteurs crédibles et animés du sens de la mission pour la réalisation de tout projet du domaine humanitaire aussi bien que du développement économique.

De plus, plusieurs politiciens sont associés à la corruption régnant dans le pays alors que certains sont même identifiés comme complices dans l'assassinat du président Jovenel Moïse ! Il semble que la corruption est comme un véritable cancer qui ronge la société haïtienne. Le Canada a d'ailleurs imposé des sanctions contre deux anciens ministres tout en saisissant leurs biens détenus au Canada. Dans la même foulée d'autres dirigeants politiques et économiques ont été sanctionnés parce que leurs actions ont permis aux groupes criminels de déstabiliser le pays.<sup>3</sup> Des soupçons de mauvaise gestion financière ont même été publiés au sujet du directeur général de la Police nationale haïtienne ; alors que les policiers manquent de moyens pour faire face à la violence.

Le pays traverse présentement une période de violence sans précédent et prenant pour principale cible la population haïtienne, devenue victime de meurtres gratuits, d'enlèvements, de viols et toutes sortes d'atrocités. Un spectacle d'horreur tout à fait désolant dans un pays détenant déjà le triste record de paupérisme absolu des deux Amériques ! Comme si cela n'était pas suffisant, le pays occupe un rang peu élogieux quant à la perception de corruption<sup>4</sup>, une corruption minant plusieurs couches de la société haïtienne y

compris la classe politique.

Cette violence demeure avant tout une guerre de gangs sans merci rencontrant peu d'opposition de la part des autorités chargées de la sécurité et de la protection de la population. En fait la question se pose à savoir si la Police nationale haïtienne (PNH) peut contrer efficacement ces gangs et restaurer un climat de paix surtout au sein de la capitale du pays. L'efficacité de la PNH est minée par le manque de volonté politique d'agir contre le fléau de la corruption qui gangrène ses institutions ; de plus, le système judiciaire est incapable de lutter contre la corruption à cause de nombreux acteurs assurant l'impunité des responsables de la corruption et même l'impunité des chefs de gangs au fil des années. Il est particulièrement troublant de constater que le taux global de condamnation dans le système judiciaire est de 3%, avec une seule condamnation (dans une affaire de corruption) au cours des 15 dernières années<sup>5</sup>. Au sein même de la PNH, il est reconnu que certains policiers ont déjà collaboré et collaborent encore avec certains gangs. En fait, le chef d'un important regroupement de gangs est lui-même un ancien policier<sup>6</sup>.

Alors est-ce qu'une force militaire provenant de l'étranger peut intervenir et aider la PNH à mater cette violence afin de traduire les responsables de ces gangs devant la justice ?

Haïti a déjà vécu ce scénario : en effet, en 2005, à la suite de l'assassinat d'un chef de gang dans Cité Soleil le nouveau chef de gang a tenté d'étendre son influence et a mené une campagne de violence similaire à celle observée aujourd'hui. La mission de l'ONU a requis des renforts supplémentaires et a procédé à une action militaire visant à rétablir la sécurité et ainsi à neutraliser la nouvelle direction de ces gangs. Cette offensive militaire menée en étroite collaboration avec la PNH a été capable de démanteler les poches de résistance de certaines gangs, capable de relever le niveau de sécurité de la population et aider les policiers à arrêter les

membres des gangs. Évidemment, ces résultats étaient visibles seulement pour toute la période où les forces militaires onusiennes appuyaient la PNH. Vu l'état du système judiciaire et étant donné que ces gangs jouissent d'un appui financier, d'un appui matériel et d'une protection assurant leur impunité par différents acteurs de la société haïtienne, il est fort probable que ce phénomène des gangs risquent de reprendre naissance une fois que l'action militaire sera complétée.

**Se rat kay k ap manje kay<sup>7</sup>** . L'assurance d'une sécurité accrue pour toute la population haïtienne ne peut se concrétiser sans un renfort de ses institutions et surtout une surveillance plus serrée de la communauté internationale sur les rouages démocratiques de ce pays. Le mot tutelle a été prononcé à plusieurs reprises et ce serait sans doute désolant d'en arriver à ce point, mais existe-t-il une autre solution ???

<sup>1</sup> François Duvalier, surnommé Papa Doc a régné sur le pays de 1958 à 1971 et son fils Jean- Claude Duvalier, surnommé Bébé Doc, a pris la relève de 1971 à 1986

<sup>2</sup> Par exemple : il est frappant de constater que depuis 1988, peu de politiciens ont occupé le poste de premier ministre pour plus d'un an; certains ont même occupé le poste pour quelques mois à peine!

<sup>3</sup> Le détail des sanctions peut se lire à <https://www.anada.ca/fr/affairesmondiales/nouvelles/2022/11/le-canada-impose-des-sanctions-supplementaires-a-des-membres-de-lelite-politique-haitienne.html>

<sup>4</sup> Selon Transparency International, Haïti occupait en 2022 le 171<sup>e</sup> rang sur 180 pays. Une glissade qui se poursuit alors que le pays occupait le 89<sup>e</sup> rang en 2002.

<sup>5</sup> <https://www.undp.org/fr/haiti/actualites/appuyer-la-justice-et-combattre-limpunite-en-haiti>

<sup>6</sup> Il s'agit de Jimmy Chéry, alias Barbecue, un ancien policier qui caresse le rêve de devenir... président d'Haïti

<sup>7</sup> Traduction : C'est le rat de la maison qui mange la maison

## EN BREF...

### La menace terroriste sous-estimée

« L'administration Biden sous-estime dangereusement la menace terroriste mondiale », estime Charles Lister, directeur des programmes sur la Syrie et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme au Middle East Institute. Depuis cet été, le chercheur tire la sonnette d'alarme et met en garde contre une menace toujours présente en Syrie et en Irak. Mais pas seulement. Et de prévenir : « Dans de vastes régions d'Afrique, l'ampleur et la portée des menaces djihadistes augmentent considérablement, sans qu'un seul murmure ne soit émanant de la communauté internationale. L'Afghanistan est désormais de retour aux mains des talibans, avec des

commandants d'Al-Qaïda occupant des postes gouvernementaux rémunérés et l'EI représentant un défi persistant pour la sécurité ».

<https://foreignpolicy.com/2023/09/27/isis-islamic-state-al-qaeda-terrorism-strength-threat-afghanistan-africa-syria-iraq-biden/>

### Situation en Israël : La Suisse se dote d'une task-force

Deux jours après le début des attaques du Hamas contre Israël, le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a décidé de créer une task-force afin de suivre au mieux la situation et prendre les décisions nécessaires.

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'est entretenu

avec l'ambassadrice d'Israël en Suisse et le représentant de l'autorité palestinienne en Suisse afin de se faire une idée précise de la situation. La centrale du DFAE à Berne est par ailleurs en contact permanent avec ses représentations à Tel Aviv et à Ramallah. « Face cette situation volatile, la Suisse doit être en mesure d'agir rapidement et de manière coordonnée », explique le DFAE dans un communiqué. Sous la conduite de la cheffe de la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du DFAE, l'ambassadrice Maya Tissafi, cette task-force est composée de spécialistes des questions juridiques, consulaires, humanitaires, de sécurité, de gestion de crise et de communication.

## TABLE-RONDE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE : « Colombie: la marche vers la paix. Un défi pour la justice transitionnelle »

Le traitement du cas de la Colombie illustre la façon dont le Global Studies Institute (GSI) peut créer des ponts entre enjeux nationaux et globaux et œuvrer à la mise sur pied de solutions de paix durable qui peuvent inspirer des normes internationales.

9 millions de victimes en 50 ans de conflit violent en Colombie, des millions de personnes déplacées, des disparitions forcées, des assassinats de masse, des violences sexuelles... Face à ces atrocités, sous l'impulsion de l'ex-Président Juan Manuel Santos, un processus de réconciliation unique et courageux a été engagé et a abouti à l'accord de paix entre la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement Colombien en novembre 2016. Le système de « paix intégrale », ainsi mis en place, implique la société civile, le gouvernement, les victimes et leurs bourreaux, en intégrant la justice au processus de réconciliation nationale. Ce modèle de justice transitionnelle a

été présenté lors d'une table ronde à l'Université de Genève, le 28 septembre 2023. Les auteurs des crimes, anciens officiers ainsi que des militants des FARC, ont livré leurs témoignages - aux côtés de leurs victimes - sur les cheminements personnels et institutionnels qui ont mené au compromis de paix. Les intervenants ont rappelé la contribution considérable de la Suisse dans les négociations entre les parties, puis dans la mise en œuvre des Accords de paix (notamment le Chapitre 2 sur la participation politique).

Dans son introduction, le Prof. Nicolas Levrat, (*photo ci-dessus*) Directeur de l'Institut d'Etudes Globales (Global Studies Institute, GSI) et organisateur du débat, a relevé la pertinence du modèle Colombien



pour d'autres pays en conflit. L'une des missions du GSI est justement de créer ces ponts entre enjeux nationaux et globaux, entre solutions locales de création de paix durable qui peuvent inspirer des normes internationales.

En conclusion de la table ronde, le Prof. Frédéric Esposito, GSI et Président de l'Observatoire Géostratégique de Genève, a annoncé les prochaines conférences du GSI, dont celles auxquelles l'Observatoire est associé.

## Table ronde avec Jeyhun Bayramov, Ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan

Le 13 septembre dernier (NDLR : une semaine avant l'offensive dans le Haut Karabakh), l'Observatoire a organisé une table ronde avec le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Jeyhun Bayramov sur le thème « Sécurité régionale et coopération de l'Azerbaïdjan avec les pays d'Asie centrale ».

Trente personnalités étaient invitées à la réunion, représentant l'Université de Genève, des groupes de réflexion et des Instituts de recherche internationaux, des associations d'entreprises, des organisations interculturelles et interconfessionnelles.

La discussion était modérée par le professeur Frédéric Esposito, Global Studies Institute (GSI) et président de l'Observatoire

géostratégique de Genève. Au cours du débat, un large éventail de sujets a été abordé, notamment les relations de l'Azerbaïdjan avec ses voisins, l'UE, les États-Unis et la Russie.

Plusieurs intervenants ont souligné le rôle de la Suisse, et en particulier de Genève, en tant que lieu de dialogue où peuvent se déployer des missions de bons offices entre États et acteurs non gouvernementaux.

Cette table ronde était la première d'une série de conférences que l'Observatoire organisera en partenariat avec le GSI de l'Université de Genève, sous le thème général « L'Asie centrale et la région transcaspicienne dans un paysage géopolitique en transformation ».

La prochaine table ronde aura lieu en novembre et sera consacrée au Kazakhstan.

## Maroc: un séisme et une crise diplomatique qui s'aggrave avec la France



Le rejet par le royaume chérifien de l'aide française après le séisme qui a frappé la région de Marrakech et le Haut Atlas illustre la dégradation des relations entre Paris et Rabat. Comment en est-on arrivé là ? Niazr Derdabi livre son analyse.

Voir notre vidéo en scannant ce Qr Code



[genevastrategicnews.com](http://genevastrategicnews.com)

[contact@genevastrategicnews.com](mailto:contact@genevastrategicnews.com)

## La Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Rédacteur en chef: Alain Jourdan  
Palais des Nations

Soutenez la Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève par un don à l'Observatoire Géostratégique de Genève

IBAN CH85 0900 0000 1564 5728 8

Compte 15-645728-8

BIC POFICHBEXX



# La faillite immobilière chinoise : nouvelle crise de légitimité pour le PCC

Par Maïssa BEN FARES

Lundi 28 août dernier, Evergrande, l'ex-géant immobilier chinois faisait son grand retour en bourse. Un retour catastrophique. Après 17 mois de suspension pour non-publication de ses résultats financiers, l'action du promoteur chinois ultra-endetté inscrit une chute de 87% de sa cotation. À la mi-journée de ce même 28 août, le promoteur immobilier voyait sa valeur de marché tomber à environ 590 millions de dollars. À son apogée, le groupe avait atteint les 50 milliards de valeur de marché, c'était en 2017.

Visuel d'un effondrement économique spectaculaire, le destin d'Evergrande n'est en réalité qu'une illustration parmi tant d'autres du grand mal chinois contemporain : la crise de l'immobilier.

Alors que le domaine de la construction immobilière représentait, jusqu'alors, plus de 30% de son économie, touché par l'effet Covid-19, un contexte mondial en récession, c'est le secteur de l'économie chinoise dans son entièreté qui menace aujourd'hui de s'écrouler sous les yeux d'un régime politique qui risque gros.

## Evergrande : l'effondrement de Hengda

« Grand pour toujours », c'est la traduction littérale de « Hengda », nom chinois du promoteur immobilier Evergrande. Créé en 1997 par un self-made-man, le groupe va connaître une ascension fulgurante.

Profitant de la croissance à deux chiffres de la Chine pendant les années 2000, Evergrande group s'est empressé de diversifier ses activités au niveau du tourisme, des véhicules électriques ainsi que des panneaux solaires. Encouragé par un contexte chinois<sup>1</sup> le groupe a multiplié les programmes de développement immobilier, les ventes d'appartement et ce, même leurs

constructions. Le conglomérat chinois paie actuellement cette folie des grandeurs.

Mis en difficulté depuis plus de deux ans, l'ex-n°1 de l'immobilier chinois, laisse des chantiers entiers à l'abandon. Dans l'incapacité de payer ses sous-traitants, l'empire fait face à la multiplication de procédures en justice. Des manifestations organisées par des futurs propriétaires ont eu lieu dans plusieurs provinces. Ces derniers ne peuvent toujours pas emménager dans les logements qui leur ont été promis.

L'empire immobilier chinois endetté soumettra une requête le 18 août dernier pour bénéficier de la protection du chapitre 15<sup>2</sup>.

## Une bombe à retardement : l'immobilier chinois ou l'histoire d'une bulle spéculative

Les instances chinoises continuent toujours de viser 5 % de croissance annuelle en 2023 et ce, malgré la récession économique mondiale<sup>3</sup>. Avec un taux de chômage en constante augmentation et des exportations en baisse, la Chine aimerait s'appuyer sur son secteur immobilier. Cet appui lui permettra de booster ses chiffres d'affaires.

L'immobilier chinois a en effet été pendant longtemps un moteur incontournable de la

croissance du pays représentant ainsi un tiers du PIB chinois. À titre comparatif, le secteur immobilier français représente seulement 11%. Aux États-Unis celui-ci n'excède pas les 17%.

Aujourd'hui la Chine ne pourra compter sur son secteur « fétiche ». Les économistes avaient annoncé cette situation mais les autorités chinoises n'ont pas voulu la prendre en compte. Face à ce déni, la bulle immobilière chinoise a explosé et, l'immobilier chinois s'est écroulé. Pourtant, l'immobilier n'avait pas connu de crise<sup>4</sup>.

## Décryptage de la crise immobilière

Pour comprendre la crise immobilière chinoise, il faut revenir en arrière.

Le secteur immobilier en Chine a connu une croissance fulgurante depuis sa libéralisation en 1998. Dans un pays où les prêts sont encouragés et, où l'acquisition d'un bien est symbole de réussite sociale ; la construction immobilière semblait être le parti commercial idéal.

Seulement face à la multiplication des entreprises immobilières<sup>5</sup>, les autorités chinoises comprennent vite qu'il faut ralentir la cadence. La banque centrale et le ministère du logement chinois vont alors fixer trois lignes rouges aux promoteurs : un rapport entre le passif (hors recettes anticipées) et l'actif supérieur à 70 %, un rapport entre la dette



Mis en difficulté depuis plus de deux ans, l'ex-n°1 de l'immobilier chinois, laisse des chantiers entiers à l'abandon.



Les autorités chinoises restent pour l'instant muettes sur un éventuel plan de relance.



nette et les fonds propres supérieur à 100 %, et un rapport entre la trésorerie et la dette à court terme inférieur à 100 %.

Ce revirement de la politique économique complexifiera l'accès au crédit par les constructeurs. Ainsi tandis que la demande en biens immobiliers piquait du nez, sur fond de ralentissement économique et de déclin démographique, une grande partie des promoteurs immobiliers chinois mettront la clé sous la porte.

### Le ralentissement économique chinois, le cauchemar éveillé du PCC

La crise immobilière chinoise est aussi doublée d'une crise sociale qui risque d'avoir un impact le pouvoir politique. De toutes les formes de déstabilisations que la Chine a pu connaître<sup>6</sup>, la faillite son principal secteur économique pourrait engendrer une chute du pouvoir. C'est littéralement tout l'univers des classes moyennes chinoises qui s'écroule...

En effet, jusqu'en 2021 la Chine avait répandu l'image de vastes constructions, de chantiers immenses, ainsi que de logements « tout prêts » qui n'attendaient que les investisseurs. Seulement deux ans plus tard, les ménages chinois dont le

patrimoine a été investi aux trois quarts dans l'immobilier, ont vu leur fortune fondre d'un tiers en quelques mois. Les ménages chinois n'ont plus confiance en leurs investisseurs.

En effet, en dehors de la dimension stricte de la crise de l'immobilier, c'est dans un contexte plus systémique que la crise se déroule. Il s'agit avant tout de la remise en cause de la relation de confiance entre le Parti communiste et la population. Car même dans un régime autoritaire comme celui de l'Empire du Milieu, il existe un pacte social qui est basé sur la confiance. S'il a indéniablement toujours les moyens d'imposer sa loi par la force, le consentement social a quant à lui été le moteur du décollage économique chinois.

Seulement le ralentissement économique risque d'alerter la population sur la défaillance de la planification économique de ses dirigeants mettant ainsi en péril le PCC.

La qualité de vie des chinois n'a cessé de se dégrader depuis les dernières années. La consommation intérieure est artificiellement dopée et, les exportations restent le moteur de l'économie chinoise.

Si les autorités chinoises restent pour l'instant muettes sur un éventuel plan de relance, ce bouleversement de la mécanique économique met gravement en danger l'équilibre politique

et social chinois. Il pose en réalité sérieusement la question d'une fuite en avant d'une politique d'avantage nationaliste.

Alors que la relation sino-taïwanaise traverse une année compliquée<sup>7</sup>, on s'interroge sur une potentielle accentuation de l'hostilité Chinoise à l'égard du dossier taïwanais. On le sait, la fermeté sur les questions d'unité nationale est régulièrement utilisée comme argument de légitimité par le PCC<sup>8</sup>. Reste à savoir si Xi Jinping, aussi, ressortira cette recette du placard.

<sup>1</sup>Il est facile d'emprunter, où l'immobilier est le recours courant de l'investisseur chinois moyen

<sup>2</sup>Il s'agit d'une déclinaison du chapitre 11 (procédure de mise en faillite) adaptée aux entreprises ayant des dettes dans plusieurs pays, dont les États-Unis.

<sup>3</sup>La progression du PIB national lors du dernier trimestre n'était que de 0,8 %.

<sup>4</sup>Une croissance spectaculaire pendant près de deux décennies, puis à partir de 2018 un bref ralentissement. Seulement, en 2022, c'est la chute, brutale : les prix des biens ont baissé de 30 % en un an (un déclin supérieur à celui enregistré lors de la crise financière de 2008).

<sup>5</sup>Un endettement gonflé de ces dernières,

<sup>6</sup>La révolte de Tiananmen en 1989

<sup>7</sup>La rumeur d'une invasion chinoise en 2025 continue de circuler

<sup>8</sup>C'était notamment le cas sous l'époque maoïste

**FORUM ÉCONOMIE NUMÉRIQUE**

**L'intelligence artificielle pour les PME: la comprendre, l'adopter et prospérer**

**Vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023 à la FER Genève et en ligne**

Logos: République et Canton de Genève, Fédération des Entreprises Romandes Genève, UNIVERSITÉ DE GENÈVE, h e g Haute école de gestion Genève, alp+ict, opi >>>

# Etat des lieux de la Base Industrielle et Technologique de Défense (B.I.T.D.) française et européenne

Par Matthieu LANDRIN

La BITD fait référence à toutes les industries d'un pays qui prennent part aux activités de défense, elle est aussi appelée « industrie de défense ».

Si on l'associe généralement aux entreprises spécialisées uniquement dans l'armement telles que Rheinmetall en Allemagne ou MBDA et Naval group en France, beaucoup d'entreprises qui fournissent les armées sont en réalité duales et ont un rôle civil en parallèle comme Airbus ou Safran. Si une question sur les frontières de la BITD semble tout à fait à propos, nous aborderons ici le sujet de la BITD européenne, et particulièrement la relation franco-allemande à ce sujet au vu de l'actualité récente.

C'est un secteur essentiel pour la France qui se hisse au rang de troisième exportateur mondial de matériel de défense grâce à ses 9 groupes et 4 000 PME représentant environ 200 000 emplois et 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Au même titre que la justice, cette base industrielle est un domaine largement régalien où peu d'Etats mettent en commun leurs projets industriels afin de ne pas compromettre leur sécurité nationale. Le partage d'informations, de capital technologique et humain ou plus largement de savoir constitue un enjeu de taille pour un secteur où la vie de chaque citoyen est en jeu. Parallèlement, la France disposerait sur son territoire d'assez d'équipements et d'industries pour assurer de manière quasi-autonome la production de matériel lui permettant de remplir les six fonctions de la défense définies dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 (dissuasion, prévention, protection, intervention, influence et anticipation).

Cependant, si la France prône ce modèle d'armée complète et souveraine, les nouvelles menaces (prolifération nucléaire, haute intensité, polarisation des relations internationales...) et l'augmentation du coût unitaire des équipements pour répondre à ces dernières, poussent certains Etats de l'Union Européenne à soutenir une BITD interétatique plus coopérative, avec des financements, des projets et des achats en groupe. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de développement de la souveraineté européenne (ou, selon les avis, un développement de la souveraineté étatique avec l'UE comme outil). L'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement (OCCAR) constitue une avancée indéniable pour la coopération européenne, ayant notamment permis de gérer des programmes tels que l'A400M Atlas (regroupant Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Turquie). D'autres projets tels que le système de combat aérien du futur (SCAF) ou de chars de combat « Main Ground Combat System » (MGCS) contribuent au développement du paysage industriel de défense européen. Ce développement s'opère nécessairement par la recherche de synergies industrielles, décision largement politisée au vu de l'enjeu. Airbus Group et MBDA sont deux exemples de fusion à l'échelle



D'autres moments critiques de la coopération en matière d'industrie de défense européenne peuvent être illustrés par l'achat de 35 avions américains F35 par l'Allemagne à défaut de miser sur les Rafales français

européenne réussie, car bien qu'opérant à des niveaux particulièrement sensibles elle s'est faite en lançant des projets communs. On peut donc penser que le plan « d'Europe de la défense », porté majoritairement par la France, passe obligatoirement par la mise en œuvre de travaux communs.

Ce partage du savoir de l'industrie de défense n'est pas une chose aisée. Les intérêts stratégiques, militaires, économiques divergent en fonction de chaque Etat compte tenu des impacts financiers ou sociaux de ces industries qui poussent chaque Pays à préserver au mieux ses intérêts.

Récemment, l'actualité a été marquée par une nouvelle vague de doute concernant le projet MGCS évoqué plus tôt. Ce dernier, censé proposer d'ici 2035 un char de combat franco-allemand succédant au char Leclerc français et au Léopard 2 allemand, est en grande difficulté après que Berlin a signé des accords avec l'Italie, l'Espagne et la Suède pour une nouvelle version du Léopard 2 uniquement, laissant la France et la compagnie Nexter sur le banc. La mésentente porte essentiellement autour des attentes concernant la structure du char, Paris souhaitant un char léger et mobile face à Berlin qui préfère un char lourd. Et si, en juillet dernier, les ministres allemands Boris Pistorius et français Sébastien Lecornu décriaient le projet de manière optimiste « Discussions franches et décisives avec Boris Pistorius sur le char de combat du futur : nous voulons le faire ensemble » (tweet du ministre des Armées), la dernière déclaration du vice-chancelier en charge de l'économie Robert Habeck ne va pas dans ce sens en déclarant «

nous ne sommes d'accord sur rien ». D'autres moments critiques de la coopération en matière d'industrie de défense européenne peuvent être illustrés par l'achat de 35 avions américains F35 par l'Allemagne à défaut de miser sur les Rafales français, ou encore la Pologne qui « achète sur l'étagère » à la Corée récemment ou aux Etats-Unis. La France a elle aussi abandonné par le passé des projets européens de défense, comme l'eurofighter qui devait être capable de transporter un missile nucléaire, coût inutile pour les autres puissances européennes mais primordial pour la France.

Un projet aussi ambitieux qu'une base industrielle et technologique de défense interétatique est forcément jonché d'embûches et de contretemps. Les tensions internationales actuelles semblent inciter les états européens à créer de plus en plus de partenariats, il suffit de regarder quelques décennies en arrière pour constater les efforts fait à l'échelle européenne dans cette optique. Les dernières images du projet FAMOUS publiées par Nexter contribuent largement à cet effort, en illustrant ce projet qui regroupe dix pays européens et 19 industries autour de l'élaboration de véhicules blindés et de systèmes de communication nouvelles technologies, indispensable à l'interopérabilité de nos armées. Finalement, le défi majeur relève de la concurrence franco-allemande. Ces deux pays, plus gros industriels européens en matière de défense, savent que le projet est réalisable, légitime et profitable, mais veulent préserver chacun leur place de leader en faisant un minimum de concessions.

# RDC : près de 85.000 personnes contraintes de fuir le Nord-Kivu



A la suite d'une nouvelle escalade de violence depuis le début d'octobre à Masisi, près de 85.000 personnes ont dû fuir diverses localités de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo.

« Depuis la recrudescence de la violence armée le 1er octobre dans le territoire de Masisi, au moins 20 civils ont été tués et plus de 30 autres blessés, selon des sources humanitaires locales », a indiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) dans son dernier rapport de situation humanitaire consacré à ce pays. Selon OCHA, la situation humanitaire dans les territoires de Masisi et Rutshuru, au Nord-Kivu, connaît une détérioration significative, avec la résurgence de violents affrontements entre groupes armés.

Plus de 84.700 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile, selon un décompte effectué dimanche 8 octobre. Selon OCHA, les personnes déplacées ont cherché refuge dans divers endroits, notamment Mweso, Nyanzale, Kitshanga, Kalemba, Pinga, Kibachiro, Kahira, Ngingwe, Kyatembe et d'autres localités situées dans le territoire de Masisi.

Depuis début octobre, des affrontements opposant les rebelles du M23 et des groupes armés locaux dont des milices Wazalendo sont signalés dans le Masisi. « Le 8 octobre, les affrontements armés se sont intensifiés dans le territoire de Masisi, en particulier dans la zone de santé de Mweso, ainsi que dans le territoire de Rutshuru, englobant les zones de santé de Birambizo, Bambo et Tongo », a décrit OCHA.



Plus de 84 000 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile

## Les acteurs humanitaires prêts à apporter leur assistance

Selon OCHA, les axes Burungu-Kilorirwe et Kitshanga-Mweso dans le territoire de Masisi, ainsi que les axes Mabenga-Kiwanja, Ishasha-Kiwanja

et Rugarama-Kiwanja dans le territoire de Rutshuru, ont été les principaux points de violences intenses. Sur le terrain, l'accès aux zones affectées reste gravement restreint pour les acteurs humanitaires en raison de l'intensification des combats.

(Source ONU)

# L'ONU et la Croix-Rouge souhaitent un accord sur les armes autonomes

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, Mirjana Spoljaric, exhortent les dirigeants politiques à établir d'urgence des interdictions et des limitations spécifiques pour les systèmes d'armes autonomes, afin de protéger l'humanité.

« Aujourd'hui, nous unissons nos voix pour répondre à une priorité humanitaire urgente », ont déclaré les chefs des Nations Unies et du CICRS'ouvre dans une nouvelle fenêtre. A leurs yeux, les armes autonomes – généralement comprises comme des systèmes qui sélectionnent des cibles et emploient la

force sans intervention humaine – posent de graves problèmes humanitaires, juridiques, éthiques et de sécurité.

D'abord, leur développement et leur prolifération pourraient changer considérablement la physionomie des guerres et contribuer à exacerber les tensions internationales. En effet, elles génèrent une perception de risque réduit pour les forces militaires et les civils, et peuvent abaisser le seuil de déclenchement des conflits, ouvrant la voie à une possible escalade de la violence.

« Le contrôle humain doit être conservé dans les décisions de vie ou de mort, et le ciblage autonome des humains par les machines est une ligne morale que nous ne devons pas franchir », insistent-ils, justifiant ainsi l'interdiction par le droit international de systèmes dotés du pouvoir et de la discrétion de prendre des vies sans intervention humaine.



La prolifération des armes autonomes pourrait changer la physionomie des guerres

## Le danger de nouveaux algorithmes imprévisibles

L'ONU et le CICR invoquent les inquiétudes des scientifiques et les leaders de l'industrie, les responsables mêmes de ces avancées technologiques, pour mettre en garde contre la disponibilité toujours plus grande d'outils, comme la robotique et l'intelligence artificielle, qui pourraient être facilement intégrés dans des armes autonomes.

(Source ONU)

# Les Pays arabes du Golfe au centre de la concurrence sur les routes du commerce mondial

Par Nawaf NAMAN



En 2013, il y a juste une décennie, le président chinois Xi Jinping dévoilait son projet stratégique visant à créer une nouvelle route de la soie qui relie économiquement la Chine à l'Europe par un vaste réseau de corridors ferroviaires, routiers et maritimes dans le but de « connecter » 150 pays en Eurasie et en Afrique.

Un de ces réseaux, le réseau maritime s'étend de Fuzhou en Chine jusqu'à Venise en Italie en passant par Singapour, Jakarta, et plusieurs ports en Afrique proches de l'Océan indien avant de continuer vers Djibouti, Suez et Pirée en Grèce. Même la bande de Gaza qui voulait en tirer profit, est partenaire de ce vaste réseau. Ce projet colossal que le président chinois qualifia « projet du siècle » ne pouvait pas laisser les Etats Unis, première puissance économique et militaire dans le monde sans réaction. Celle-ci est apparue cette année à New Delhi lors du sommet G20, qualifiée par la plupart des observateurs comme une « contre-offensive » aux nouvelles routes de la soie chinoises appelées « initiatives de la ceinture et de la route » ou Belt and Road Initiative (BRI).

Encouragé par l'Inde, voisine et rivale de la Chine, qui a toujours considéré que ces routes de la soie chinoises étaient aussi « à usage militaire et useraient de coercition financière », le sommet G20 tenu du 9 au 10 septembre de ce mois à New Delhi adopta une nouvelle stratégie occidentale face à la Chine en créant un corridor économique allant de l'Asie à l'Europe dont le Moyen Orient constitue son centre névralgique. L'Inde d'où prend naissance ce corridor, craint en fait le projet chinois BRI dont fait partie le Pakistan car certaines parties de ce projet doivent traverser le cachemire disputé toujours entre l'Inde et le Pakistan.

Ce corridor économique parrainé par les Etats Unis et baptisé IMEC (India - Middle East - Europe Economic Corridor) annoncé à un mois seulement de la prochaine conférence de la BRI à Pékin, répondait à l'initiative du président américain Joe Biden qui a lancé en 2022 lors du sommet G20 à Bali, l'idée d'un partenariat pour une infrastructure et un investissement global (Partnership for Global Infrastructure and Investment ou PGII) : une stratégie d'infrastructure visant à créer une dynamique économique entre les pays s'étendant de l'Inde jusqu'à l'Europe en passant par les pays du Moyen - Orient. L'Europe participe déjà à ce PGII à travers son propre plan « Global Gateway » qui s'est engagé à financer des infrastructures dans les pays en voie de développement à hauteur de 300 milliards d'euros entre 2021 et 2027. L'Europe qualifia son plan d'« offre positive aux pays partenaires pour soutenir leur résilience

et leur développement durable ». Sans doute, ce montant reste minime en comparaison aux 2000 milliard dollars que la Chine a investi dans des projets de construction à l'étranger ces deux dernières décennies notamment en Afrique. L'intégration de celle-ci cette année comme membre du G20 tend à stopper voire à diminuer l'influence de la Chine dans ce continent.

Le plan de corridor économique IMEC qui relie économiquement les trois entités « Inde - Moyen Orient - Europe », comporte une liaison ferroviaire, un câble transcontinental haut débit et un futur gazoduc hydrogène. Selon le communiqué de la Maison Blanche, il sera composée « de deux corridors distincts, le corridor Est reliant l'Inde au Golfe arabe et le corridor Nord reliant le Golfe arabe à l'Europe... avec une voie ferrée qui, une fois achevée, offrira un réseau de transit fiable et économique entre les navires et les trains pour compléter les routes maritimes et routières existantes permettant le transit de biens et de services vers, depuis et entre l'Inde, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël et l'Europe ». Ce corridor suit une trajectoire de 4800 km environ allant des côtes indiennes jusqu'aux Emirats Arabes Unis par la mer puis traverse par transport ferroviaire l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël pour reprendre de nouveau le transport maritime jusqu'aux ports de l'Europe.

Le projet IMEC veut concurrencer la route de la soie en excluant la Syrie, l'Irak et le Liban, pays considérés sous influence dominante de l'Iran alliée de la Russie, et par conséquent ne devraient pas en faire partie. Le port de Haïffa en Israël remplace ainsi le port de Beyrouth considéré longtemps comme étant « la porte de l'Orient ». Son but a deux facettes. D'abord politique, en contrant la volonté de la Chine tout en veillant à rapprocher les pays du Moyen - Orient avec Israël notamment l'Arabie Saoudite. Selon Amos Hochstein, nommé par Biden coordinateur spécial des Etats-Unis pour les infrastructures mondiales et la sécurité énergétique, IMEC est destiné à « changer le Moyen-Orient ». Puis économique en accélérant de 40% le trajet de marchandises entre l'Inde et l'Europe par le fait de faciliter le commerce des marchandises et d'énergies renouvelables dont l'hydrogène, via des câbles, des pipelines, des canalisations et des voies ferrées. Biden a qualifié ce plan comme un événement « historique » en



indiquant qu'il offre des « opportunités infinies » aux pays qui l'adoptent car il rend plus facile le commerce « d'exportation d'énergies propres » et contribue à « un Moyen - Orient plus stable et plus prospère ».

## Les pays de Conseil de coopération du Golfe : un pont entre l'Asie et l'Europe

Le projet du G20 à New Delhi baptisé IMEC constitue pour les pays arabes du Golfe une « aubaine » du fait qu'il les transforme en « plaques tournantes » des échanges économiques et commerciales entre l'Asie et l'Europe. Car ces pays vont devenir avec ce projet des « pôles importants de transport et de commerce » surtout qu'ils font toujours partie jusqu'à maintenant du projet de la BRI chinois. Leur situation géographique au centre de ces deux projets, va leur donner une présence accrue voire une influence plus grande dans l'économie mondiale. Contrairement à la BRI qui pousse Riyad vers sa rivale l'Iran ennemi d'Israël, l'IMEC pourrait créer des passerelles entre Riyad et Israël du fait que les échanges devraient transiter par la Jordanie dans l'attente d'un accord de paix entre les deux pays. Autrement dit, le plan du IMEC permet à l'Arabie saoudite de profiter des avantages que les Emirats arabes Unis reçoivent déjà des flux commerciaux et financiers à l'international.

Depuis l'arrivée du prince héritier Mohammad Ben Salman au pouvoir, l'Arabie Saoudite connaît une ouverture sans précédent sur le monde extérieur. Déployant d'énormes efforts pour réaliser à tout prix son plan pharaonique Vision 2030 qui exige des infrastructures à la fois nouvelles et gigantesques, il a dû signer avec l'Iran en avril 2023 sous la pression de la Chine devenue son premier acheteur du pétrole, un accord qualifié en Occident comme étant un « bouleversement considérable des équilibres mondiaux ». Cependant, ce rapprochement entre Riyad et





Légende photo

Téhéran, n'a pas affecté ni atténué les relations bilatérales étroites entre l'Arabie Saoudite et les Etats Unis.

Washington qui considère que les infrastructures économiques jouent un rôle primordial dans le rapprochement des peuples et des pays puisque ces derniers sont obligés de s'entraider par intérêt commun, souhaite poursuivre son dessein à savoir : réconcilier Israël avec ses voisins arabes notamment les pays du Conseil de coopération du Golfe. Si les Emirats arabes Unis et le Bahreïn avaient déjà signé sous l'égide des Etats - Unis l'accord de paix avec l'Etat hébreu, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar et Oman hésitent à signer cet accord tant que le problème palestinien n'ait pas résolu définitivement. La décision de Riyad concernant l'accord de paix avec Israël demeure donc la boussole qui va orienter les autres pays arabes du Golfe dans leur positionnement envers Israël. Le projet du corridor économique IMEC proposé par les Etats Unis qui s'oppose frontalement au corridor économique chinois BRI, a suscité à Riyad un grand enthousiasme bien que l'Arabie Saoudite eût signé auparavant avec Pékin des accords dans le cadre du corridor chinois. Le corridor BRI intègre plusieurs pays au Moyen Orient qui n'ont pas été intégrés dans IMEC comme le Koweït, Qatar, l'Irak et la Turquie où La Chine a commencé à exécuter de grands projets avec eux.

Cette concurrence entre Washington et Pékin pour attirer l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis dans leur giron poussa Riyad et Abu Dhabi à constater que leur rôle prend beaucoup de l'importance dans la région puisque les deux projets économiques adversaires les intégrèrent dans leur stratégie. La seule différence entre ces deux pays du Golfe demeure le lien avec Israël : Abu Dhabi a signé un accord de paix avec Tel Aviv, tandis que Riyad exige pour signer un pareil accord l'application de l' « Initiative de paix arabe » proposée au Sommet de la Ligue arabe 2002 de

Beyrouth par le roi Abdallah ben Abdelaziz et confirmée au Sommet de la Ligue arabe 2007 de Riyad.

Ainsi l'Arabie saoudite se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins entre la route de la soie chinoise BRI et la nouvelle voie américaine IMEC. Elle est à la recherche d'une voie qui lui permet de jongler entre les deux projets adversaires. Mais Washington qui cherche à intégrer l'Arabie Saoudite dans les accords d'Abraham, donc à signer un accord de paix avec Israël, mène une pression permanente sur Riyad pour l'éloigner de la Chine et de la Russie. Dans ce contexte, l'Arabie Saoudite serait amenée probablement dans un proche avenir à faire le choix entre les deux corridors car le but ultime des Etats- Unis reste la paix entre Riyad et Tel Aviv. La participation d'une délégation israélienne à la réunion de l'Unesco en Arabie saoudite le 11 septembre marquant pour la première fois une visite publique d'une délégation israélienne à ce pays, pourrait accélérer le rapprochement entre les deux pays.

Des négociations entre Washington et Riyad se sont déroulées ces derniers mois autour des deux sujets qui occupent l'Arabie saoudite : les garanties de sécurité et l'assistance pour élaborer un programme nucléaire civil doté d'une capacité d'enrichissement d'uranium. Ainsi, Riyad a signé à travers sa compagnie militaire Scopa Industries un accord avec le géant américain de la défense RTX pour investir 25 milliards de dollars afin de créer en Arabie saoudite une usine de systèmes sophistiqués de défense aérienne dans le but d'assurer sa protection contre les attaques de drones et de missiles et aussi de fabriquer une partie des armes de l'OTAN sur son territoire. Mais, inquiète du rapprochement observé entre Riyad et Pékin, Washington considère que cette proximité pourrait saper les défenses militaires américaines du fait que Riyad aurait accès à une technologie protégée par les règles qui contrôlent l'exportation d'équipements de défense américains (International Traffic in Arms Regulations) et risque d'être transmise à des entités chinoises ou russes sanctionnées. La décision d'arrêter ce projet entraîne une forte pression sur le prince héritier Mohammad ben Salman et sape son rêve de sourcer 50 % de ses achats d'armes dans le royaume comme il l'a conçu dans son plan Vision 2030 dans lequel il a fait de la production d'armement local une de ses priorités.

### Le projet américain IMEC écarte la Turquie au profit de la Grèce

Dès l'annonce de l'IMEC, le président turc Erdogan lâcha cette phrase menaçante : « *Il ne peut y avoir de corridor économique sans la Turquie qui est un important centre de production et de commerce* ». En effet, La Turquie, ne figurait nulle part dans les projets du corridor américain IMEC : ni dans le réseau ferroviaire qui devrait relier les ports de l'Inde au Moyen-Orient, ni dans le système de routes maritimes, ni parmi les pays par lesquels devraient passer les infrastructures de transport d'énergie propre. Réagissant à cette exclusion de son pays, il déclara : « *La ligne commerciale la plus pratique entre l'Est et l'Ouest doit passer par la Turquie* ». Voulant introduire son pays dans le projet américain, il dévoila que des négociations parallèles à celles du G20 en Inde, ont été entamées avec les pays arabes du Golfe afin de créer un nouveau corridor du Moyen Orient vers l'Europe, distinct de celui d'IMEC, « *qui devrait passer par l'Irak, le Qatar, les Emirats arabes unis et la Turquie* ».

Considérée dans le projet chinois BRI comme étant le « corridor centrale » du projet, la Turquie

a coopéré très vite et trop loin avec la Chine dès 2013 en prenant parti pour la Chine dans la guerre économique qu'elle mène contre les Etats Unis. Sa politique marquée par une forte coopération avec la Chine et la Russie, par un soutien permanent aux Frères musulmans adversaires de l'Egypte et des pays arabes du Golfe, par une animosité permanente contre les Kurdes alliés des Etats Unis, ainsi que son intervention en Libye et en Syrie, pourrait expliquer, en partie, l'exclusion de son pays du corridor américain IMEC.

Contrairement à la Turquie, la Grèce garde une bonne place dans le corridor américain IMEC. Depuis sa crise financière, elle tente de renforcer son rôle « de porte d'entrée méditerranéenne » dans le trafic des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe. Ce qui explique son acceptation de participer au corridor chinois permettant à la Chine d'acquiescer son port Pirée. Son but : renforcer son rôle de porte d'entrée méditerranéenne des nouvelles routes de la Soie en Europe. Or, Washington incite les pays de l'union européenne comme l'Italie et la Grèce qui se sont engagés avec la Chine dans le cadre du projet BRI à quitter ce dernier pour rejoindre IMEC. C'est le cas de l'Italie qui, bien qu'elle fût le premier pays du G7 à rejoindre BRI en 2019, cherche une sortie « en douceur » et devrait annoncer sa décision à ce sujet d'ici décembre. Cela va encourager d'autres pays européens impliqués dans le projet chinois comme la Grèce à sortir aussi de ce projet pour rejoindre le projet américain IMEC.

On assiste donc aujourd'hui à la confrontation entre deux puissances mondiales adversaires, la Chine et les Etats Unis à travers deux projets économiques concurrents, BRI (chinois) et IMEC (américain) dont chacune prétend améliorer les échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe et donner une nouvelle et forte impulsion à l'économie mondiale.

Pour la Chine qui a l'ambition de concurrencer les Etats Unis sur la première place économique mondiale, elle se trouve dans le besoin de créer des infrastructures (routes, ports, ponts, tunnels, pipelines ...) qui lui permettent de diversifier et de sécuriser ses approvisionnements énergétiques. La difficulté grandissante de son économie provoquée par le gouvernement qui insiste à soutenir des entreprises publiques inefficaces, affaiblit le projet BRI et pourrait inciter l'Europe à servir d'alternance aux offres et aux aides chinoises.

Pour les Etats Unis, il s'agit de conserver sa première place économique dans le monde en déstabilisant le plan chinois BRI à travers les pays arabes du Golfe qui constitue le « corridor central » de son projet IMEC conçu pour tisser la coopération dans le domaine des communications et des transports impliquant l'Inde, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'UE, la France, l'Italie, l'Allemagne et les États-Unis. A travers ce « corridor central » Washington espère faire régner la paix au Moyen - Orient en incitant l'Arabie Saoudite à signer l'accord de paix Abraham avec Israël. Cependant, les pays du Moyen-Orient ne voient pas l'IMEC de la même façon que Washington. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis considèrent l'initiative non pas comme un projet antichinois, mais plutôt comme une occasion qui leur permettra d'être mieux positionnés sur le plan économique et infrastructurel dans la connectivité mondiale. D'une manière générale, les pays arabes du Golfe voient dans IMEC un moyen de promouvoir le concept d'un monde multipolaire en adoptant une politique extérieure « multi vectorielle » dans l'espoir d'éviter de succomber à la dépendance de la Chine ou des Etats Unis.

# Libye : Échec d'une tentative d'un coup d'état contre le Maréchal Haftar ?

Par Imen CHAANBI -

Directrice France-Maghreb-Afrique



Le 6 octobre 2023, l'ancien Ministre de la défense du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) Mahdi Al-Barghati s'est rendu à l'Est pour rencontrer des membres de sa tribu d'Awaqir. Cette rencontre supposée être « une visite de courtoisie » a dérivé à des affrontements entre les groupes armés de l'ancien Ministre de la Défense et l'armée nationale libyenne du maréchal Haftar aux environs du quartier de Salmani.

Les réseaux de communication ont immédiatement été coupés, isolant ainsi Benghazi et ses environs du monde. Le gouvernement de Dbeiba a mandaté le procureur de la République d'ouvrir une « enquête complète et transparente » sur les événements dits exceptionnels sans pour autant commenter la situation.

Selon le procureur militaire du commandement général, Faraj Al-Sosaa, le général de brigade Mahdi Al-Barghati, a subi des « blessures graves et graves » lors de ces affrontements avec les forces de sécurité auxquels il avait refusé de se rendre. Un convoi composé d'armes et d'une quarantaine de terroristes ont accompagnés l'ancien ministre de défense.

Selon certaines sources, cette attaque fait suite à la mauvaise gestion de la catastrophe humanitaire à Derna par les autorités de l'est. La tempête Daniel, qui avait dévasté dans la nuit du 10 ou 11 septembre, la ville de Derna (100 000 habitants), a entraîné la rupture de deux barrages en amont provoquant une crue de l'ampleur d'un tsunami. La gestion des secours a été confiée au fils du Maréchal Haftar (Sadam Haftar) conduisant ainsi une limitation de l'aide venue du Gouvernement de l'Ouest et de l'étranger.

Cette situation entraînant un mécontentement des tribus de l'est, explique en partie la tentative avortée d'un coup d'état à l'encontre du gouvernement de l'est. Cependant, il ne faut pas négliger le récent rapprochement du Maréchal Haftar avec Vladimir Poutine le 26 septembre dernier à Moscou. La Russie via les troupes de Wagner, est présente dans la cyrénéaïque et le Fezzan.

En charge d'assurer la protection des terminaux pétroliers, les troupes de Wagner étaient sous le commandant de Outkine, ex adjoint d'Evgueni

Prigojine mort dans le crash de l'avion en août dernier. Cette rencontre a permis de renouveler l'engagement de la Russie en Libye, dont la présence permet de maintenir l'équilibre entre les deux gouvernements libyens ; en plus de constituer un rempart aux milices islamistes. Ces milices dont la plupart syriens sont envoyés par la Turquie et soutiennent le gouvernement de Dbeiba.

Avant sa visite en Russie, le Maréchal Haftar avait reçu le général Michael Elliott Langley afin de discuter de la feuille de route établit par les Nations unis. Celle-ci implique notamment la mise en place d'un gouvernement national élu démocratiquement, ainsi que le départ des mercenaires étrangers dont les troupes de Wagner.

La coexistence pacifique avec le gouvernement de Tripoli destinée à préparer les prochaines élections ne semblent pas être la priorité du Maréchal Haftar qui préfère maintenir ce « statut quo », unique rempart aux milices islamistes.

La Libye depuis 2011, est devenu un enjeu pour les grandes puissances. D'un côté, la Russie empêtrée dans la guerre en Ukraine lance une offensive diplomatique russe destinée à légitimer son combat contre l'Occident. De l'autre côté, les Etats-Unis cherchent à instaurer un « gouvernement démocratique » dans un pays où les divisions tribales et les influences étrangères bloquent le processus de transition démocratique. Au-delà des considérations politiques, les Etats-Unis craignent le renforcement de la position russe dans le Fezzan, ainsi que dans le sahel.

La solution d'un troisième gouvernement national de transition alternatif permettrait-il de sortir de cette impasse ?



Légende photo



APPEL SPIRITUEL  
DE GENEVE

# Statement of the Geneva Spiritual Appeal Association Geneva, October 11, 2023

Yesterday, in relation to the raging war in the Middle East, the United Nations Secretary-General Antonio Guterres called for an “end of this vicious circle of bloodshed, hatred and polarization”. This appeal echoes the Geneva Spiritual Appeal which Mr Guterres’ predecessor, Mr Kofi Annan, cosigned in Geneva, a quarter of a century ago, with civil society leaders and representatives from all major religions, including Christians, Jews, Muslims, Buddhists, Hindus, calling collectively and on the basis of shared values and humanity, for “respect for the integrity of humankind, (...) a rejection of hatred and violence, (...) the hope for a better and more just world”.

The Geneva Spiritual Appeal unequivocally applies to today’s barbaric killings in Southern Israel and many other parts of the world, by refusing “to invoke a religious or spiritual power to justify violence of any kind, to justify discrimination and exclusion, to exploit or dominate others by means of strength, intellectual capacity or spiritual persuasion, wealth or social status”.

No human being should be living in fear, forced to flee his home, his land, his loved ones. Security is not a privilege but a fundamental human right, from which too many people have been deprived for decades. We are mourning the loss of many innocent lives and pray for the rapid cessation of brutal violence and endless hostilities. We call on all parties to respect international humanitarian law and protect civilian populations. All hostages and prisoners of war must be immediately and unconditionally released.

Our appeal is grounded in the Genevan tradition of dialogue, compassion and solidarity.

**Jérôme Ducor, François Garaï, Ricardo Espinosa, Pierre Farine, William McComish,  
Hafid Ouardiri, Michel Veuthey, Ventzeslav Sabev**

**\*PARCE QUE NOS RELIGIONS OU NOS CONVICTIIONS PERSONNELLES ONT EN COMMUN LE RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE (...)  
NOUS, REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DEMANDONS AUX DÉCIDEURS PLANÉTAIRES, QUEL QUE SOIT LEUR CHAMP D'ACTIVITÉ, DE RESPECTER DE  
MANIÈRE ABSOLUE LES TROIS PRÉCEPTES SUIVANTS:**

- > NE PAS INVOQUER UNE FORCE RELIGIEUSE OU SPIRITUELLE POUR JUSTIFIER LA VIOLENCE, QUELLE QU'ELLE SOIT**
- > NE PAS SE RÉFÉRER À UNE FORCE RELIGIEUSE OU SPIRITUELLE POUR JUSTIFIER TOUTE DISCRIMINATION ET EXCLUSION**
- > NE PAS USER DE SA FORCE, DE SA CAPACITÉ INTELLECTUELLE OU SPIRITUELLE, DE SA RICHESSE OU DE SON STATUT SOCIAL POUR EXPLOITER OU DOMINER (...)\***

